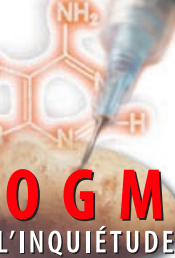




Auto

La Ford Focus
familiale:
une voiture
réussie

page C1



Dolly, loin
de la poule
aux oeufs d'or!

page A8



Où
convient-il
de placer
l'enfant?

page A16



Hockey

Équipe mondiale
Amérique du Nord



9

4

pages S2, S3

La santé d'abord

« Une des conditions manquantes à la tenue d'un référendum, c'est la santé », affirme Bouchard

DENIS LESSARD

Après l'assainissement des finances publiques, l'atteinte du déficit zéro et le règlement avec les centrales du secteur public, il manque toujours une des « conditions gagnantes » nécessaires au déclenchement du référendum : une solution aux problèmes dans le secteur de la santé.



PHOTO PC

Lucien Bouchard

coup de santé. »

« Je ne rends pas le référendum conditionnel au règlement complet du problème, mais les gens s'attendent à ce

Voir LA SANTÉ en A2

■ Autre texte en page A4

Les meilleurs acteurs



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

« Venez donc au théâtre, vous allez prendre votre pied bien plus qu'au hockey », a lancé Germain Houde en recevant hier soir le Masque de la meilleure interprétation de l'année pour son rôle dans *La Grande Magia* au Théâtre Jean-Duceppe. De son côté, Marie-France Marcotte, Masque de l'interprétation féminine, a accepté son prix en pleurant, prise par surprise, a-t-elle dit, et sous le choc de la joie. Elle a remercié tout le monde de la production des *Oranges sont vertes* et du TNM. La Soirée des Masques, télédiffusée depuis le Monument-National, a distribué 23 récompenses dont un prix hommage à François Barbeau, le concepteur de costumes qui a habillé aussi bien les gens du théâtre que ceux du cinéma et de la télévision. À lire en page B9

Québec traite chichement les écoles publiques

ANDRÉ NOËL

Le Québec a coupé les fonds aux écoles primaires et secondaires plus que toutes les autres provinces canadiennes depuis 1995, selon des données qui viennent d'être diffusées par Statistique Canada. Les compressions ont aussi été plus importantes dans le réseau de la santé.

Mille neuf cent quatre-vingt-quinze est pourtant la première année de pouvoir du gouvernement péquiste, dont le discours est axé sur la solidarité sociale. L'année dernière, le premier ministre Lucien Bouchard affirmait qu'il refusait de suivre « l'idéologie néo-libérale de Mike Harris », premier ministre de l'Ontario. Dans les faits, il semble avoir joué du couperet avec plus de vigueur.

En 1999, le gouvernement québécois a consacré 5,8 milliards de dollars à l'éducation élémentaire et secondaire, contre 6,3 milliards en 1995, selon les données comparatives de Statistique Canada. Il s'agit d'une baisse de 8,4 %. Si on tient compte de l'inflation, la réduction est encore plus importante.

Pendant la même période, seule Terre-Neuve a réduit ses crédits au réseau scolaire, avec une baisse de 2,7 %. Toutes les autres provinces ont accru leur financement, parfois de façon très importante. Dans

Voir QUÉBEC en A2

Un autre os dans le dossier du futur CHUM: la voie ferrée du CP

ISABELLE HACHEY

Des trains bourrés de produits toxiques passent chaque jour à un jet de pierre de l'emplacement du futur Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM), dans le quartier Petite-Patrie.

La voie ferrée située à quelques mètres du futur hôpital est passablement achalandée, puisqu'elle permet aux trains de marchandises du Canadien Pacifique d'atteindre le port de Montréal. Chaque jour, environ huit trains filent sur cette ligne ferroviaire.

« Les trains transportent toutes sortes de marchandises, ça dépend de ce qui nous vient d'outre-mer. Il y a des acides et toutes

sortes de produits chimiques », dit Michel Spénard, porte-parole du Canadien Pacifique (CP).

L'évacuation d'un hôpital de 850 lits, en cas de catastrophe, serait évidemment beaucoup plus complexe que lors du gigantesque incendie provoqué par le déraillement de l'Ultratrain rempli de pétrole, le 30 décembre, dans un parc industriel désert de Mont-Saint-Hilaire.

Mais tout cela n'est pas le problème du Canadien Pacifique, qui ne prévoit pas changer quoi que ce soit après l'érection du CHUM. « C'est l'hôpital qui vient se placer à côté de nous, pas nous qui nous installons à côté de l'hôpital ! »

« Le transport ferroviaire est très réglementé, très sûr, beaucoup plus que le transport par camion. Et chaque *container* ne contient pas des matières dangereuses », ajoute M. Spénard. De plus, en raison de la signalisation, des nombreuses courbes et de la densité de la population, les trains de CP roulent à moins de 30 kilomètres à l'heure sur l'île de Montréal.

Le gouvernement fédéral, qui réglemente le transport ferroviaire au pays, n'impose aucune restriction aux compagnies quant à la distance à respecter entre les bâtiments et les voies ferrées. « Il n'y a pas de réglementation précise en ce qui concerne la proximité des hôpitaux ou des écoles, explique Donald

Beaulieu, de Transports Canada. Il y a plutôt des directives sur l'état de l'équipement ferroviaire. »

Dans la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, Transports Canada réglemente en effet de façon sévère les opérations, les infrastructures et l'équipement exigé à bord des trains, en plus du stockage et de l'emménagement de plusieurs matières dangereuses (ammoniac, anhydride, pétrole, nitrate d'ammonium, liquides inflammables, etc.) à l'intérieur des wagons.

« À plusieurs endroits à Montréal, les gens se plaignent du bruit, des odeurs ou des vibrations, admet M. Spénard. Nous suggérons

Voir UN AUTRE en A2

La nageuse du désert



Nathalie Petrowski
rencontre

SYLVIE FRÉCHETTE

Dans le désert du Nevada, à quinze minutes du centre clinquant de Las Vegas, Sylvie Fréchette a trouvé une roche dans la vallée du feu. Une grosse roche rouge et plate semblable à toutes les autres, mais qu'elle reconnaît pourtant à des milles à la ronde. C'est sur cette roche que la nageuse et championne olympique se réfugie quand la troupe de *O*, le spectacle aquatique du Cirque du Soleil, fait relâche au Bellagio. Dès qu'elle a une minute à elle, Sylvie fourre un livre et un walkman dans son sac, saute dans sa jeep, seule ou avec son chum Pascal, et file vers la vallée du feu.

Assise sur sa roche, elle peut passer des heures entières à regarder le désert comme avant elle regardait l'océan. « J'ai retrouvé dans le désert le même calme intérieur que je pouvais ressentir face à l'eau, dit-elle avec des yeux rêveurs. En ville, j'ai peur, dans le désert jamais. »

Installée à Las Vegas depuis presque deux ans, engagée comme artiste et entraîneur-chorégraphe pour la quinzaine de nageuses synchronisées de *O*, la médaillée olympique a mis du temps à s'habituer à Las Vegas. « Au début, dit-elle, je pleurais sans arrêt et j'appelais ma mère en lui disant : 'maman, je suis sur la lune, sors-moi d'ici'. »

Mais au printemps dernier, tout a basculé. Immobilisée par une

fracture au genou, l'oeil gauche affligé d'une conjonctivite et combattant un restant d'asthme, Sylvie a été obligée d'abandonner ses deux prestations quotidiennes dans *O* tant elle était épuisée physiquement. Cette pause dans sa routine quotidienne lui a fait comprendre une chose : qu'il y avait une vie en dehors de la performance et qu'elle, Sylvie Fréchette, n'était pas obligée de *performer* pour exister. Peu de temps après, elle a demandé au Cirque du Soleil de changer son contrat d'artiste pour un contrat d'entraîneur-chorégraphe uniquement. Inutile de dire que ce fut le début d'une nouvelle vie pour cette nageuse égarée dans le désert.

■ À lire, l'entrevue en page A9



PHOTO La Presse

Sylvie Fréchette

INDEX

Petites annonces	
- index	C8
- immobilier	C8
- marchandises	C9
- emplois	C9, C10
- automobile	C10 à C12
- affaires	B5
Arts et spectacles	B8 à B12
- horaire spectacles	B10
- horaire télévision	B10
Bandes dessinées	C9

Bridge	C11
Cyberpresse	B14
Décès	C13
Économie	B1, B4 à B7
Éditorial	B2
Êtes-vous observateur	C8

Feuilleton	C10
Horoscope	C11
Le monde	A18 à A21
Loteries	A2, A19
Mots croisés	C10, S10
Mot mystère	C9

Opinions	B3
Politique	A4, A5
Quoi faire	B13
Tabloïd Sports	
- Mathias Brunet	S5

ÉDITORIAL

Le suicide collectif
- Alain Dubuc
page B2

MÉTÉO

Ciel
variable
Max. -6
Min. -18
Cahier Sports,
page 16



6 21924 98765 1

Maxi valeur.
Mini prix.



Comptant	Mensualité
0 \$	349 \$
1 784 \$	298 \$
3 855 \$	238 \$

238\$/mois*

Location 36 mois
Transport et préparation
inclus

OU 1,9%
à l'achat**

OU 2,9%
à la location**

LES CONCESSIONNAIRES CHEVROLET OLDSMOBILE DU QUÉBEC

Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux Offres 2000 neuves en stock. Sujet à l'approbation du crédit. Photo à titre indicatif seulement. * Première mensualité et dépôt de sécurité exigés à la livraison. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Versement ou échange équivalent requis (voir tableau). Frais de 12 ¢ du km après 60 000 km. ** Taux de financement de 1,9% à l'achat disponible jusqu'à 48 mois ou taux de 2,9% à la location disponible jusqu'à 36 mois. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.



+

Suites de la une

La santé d'abord

LA SANTÉ / Suite de la page A1

qu'on pose les gestes qui les rassurent, qui montrent qu'on est dans la bonne direction », a-t-il souligné. La veille, un sondage CROP montrait que l'insatisfaction à l'endroit du gouvernement Bouchard avait atteint de nouveaux sommets fin janvier, essentiellement à cause de la crise des urgences, estimait le spécialiste Claude Gauthier.

Quand on lui rappelle qu'il a déjà dit que « le Québec entrera souverain dans le troisième millénaire », M. Bouchard réplique, ironique : « J'ai dit que je souhaitais... Je souhaitais aussi gagner 10 millions à Loto-Québec, et je n'ai jamais gagné ! »

Hier, M. Bouchard a dû expliquer ses déclarations de samedi, au cours desquelles il invitait ses troupes à travailler à une réélection, laissant entendre que la tenue du référendum ne se ferait qu'au cours d'un troisième mandat. Se défendant d'avoir voulu rompre des lances avec Jacques Parizeau, il a expliqué qu'il voulait « répudier la tentation » et combattre « le défaitisme électoral » de ceux qui pensent que la perspective d'un

troisième mandat (phénomène inédit depuis cinquante ans au Québec) est irréaliste.

Chez les 400 militants réunis en conseil national, bien des discussions de corridor ont porté sur l'appel à la patience lancé par M. Bouchard. « C'est difficile de motiver les troupes quand on parle de référendum à long terme », observe le député de Matane, Matthias Rioux affirmant comme Jacques Parizeau « préférer une échéance à plus court terme ».

Pour André Rény, président de Mercier, M. Bouchard démotive les troupes lorsqu'il laisse planer l'idée d'un report du référendum. Et pour Gilles Lavoie, président du comité de l'Environnement du PQ, il est vrai qu'un référendum hâtif serait suicidaire. « Jacques Parizeau a raison quand il dit que le gouvernement n'a pas suffisamment fait la promotion de la souveraineté », estime-t-il.

Frictions

Des frictions entre l'aile militante du PQ et le gouvernement se sont multipliées au conseil national hier. Des militants de Montréal-Centre ont été privés du débat qu'ils réclamaient sur la décision de Québec de retirer

l'indexation aux bénéficiaires de l'aide sociale aptes au travail — une augmentation de 1,6 %, qui représenterait 28 millions de dollars pour Québec.

Pauline Marois a obtenu qu'une proposition sur l'abolition des régies régionales, qui les réduirait à des directions du ministère de la Santé, soit reléguée aux oubliettes. En revanche, elle et son collègue André Boisclair ont essuyé une défaite amère quand ils ont voulu bloquer une motion pour garantir une vocation médicale à l'Hôtel-Dieu, une fois le nouveau CHUM en opération. Mme Marois a fait valoir, en vain, qu'un comité serait chargé d'examiner les vocations des établissements existants — des services de soins de longue durée, un hôpital général ou un centre gériatrique sont considérés. Rien n'y a fait, Montréal-Centre a obtenu que le PQ demande au gouvernement de maintenir une vocation « spécifiquement médicale » à l'Hôtel-Dieu.

Le débat émotif sur les hôpitaux de Montréal — pour bien des militants le nouveau CHUM aurait du rester au centre-ville— n'a pas soulevé d'hésitations chez M. Bouchard. « On a perdu quatre ans avec cette décision, pour des raisons culturelles et historiques les

trois pavillons (Saint-Luc, Notre-Dame et Hôtel Dieu) n'ont pu faire la fusion. » Il faut rapidement doter le Québec d'un établissement universitaire médical, ajoute-t-il. « Du côté anglophone ils ont réussi à s'entendre. Il y aura un grand hôpital universitaire pour McGill et on n'est pas au rendez-vous de l'autre côté », dira M. Bouchard.

En dépit des représentations du ministre de l'Environnement, Paul Bégin, les militants se sont prononcés en faveur d'une reconduction du moratoire sur tout nouveau permis d'exploitation de l'eau, jusqu'à l'adoption d'une politique sur l'eau potable. Les militants ont aussi approuvé une motion pressant le gouvernement de décréter « que seul le drapeau québécois doit flotter sur les édifices publics sous juridiction québécoise ». Sur bien des écoles de la communauté anglophone, dans bien des municipalités, on arbore l'unifolié. Embarrassé, M. Bouchard a souligné que le fleurdelisé devait flotter sur les édifices publics. Mais, a-t-il rétorqué, « on essaye de ne pas faire de campagnes ridicules comme Mme Copps. Il faudra voir l'application, le diable se cache dans les détails, je ne veux pas m'engager dans une guerre de drapeaux ».

Québec traite chichement les écoles publiques

QUÉBEC / Suite de la page A1

l'Ontario conservatrice, les montants sont passés de 5,1 milliards en 1995 à 8,9 milliards l'année dernière.

La Colombie-Britannique a presque doublé son aide aux écoles élémentaires et secondaires, alors que les crédits sont passés de 3,7 milliards en 1995 à 7,7 milliards en

1999. Dans l'Alberta conservatrice de Ralph Klein, le financement est passé de 2,7 à 3,1 milliards.

Des données divulguées l'année dernière par *La Presse* montraient que le Québec investit désormais 41 % de moins par élève que les États-Unis dans les écoles primaires et secondaires, alors qu'il consacrait 14 % de plus en 1981.

Il est aussi à noter que le Québec se re-

trouve bon dernier au Canada dans le domaine des dépenses de fonctionnement par étudiant des universités. Les données du ministère de l'Éducation, qui excluent les subventions de recherche, indiquent que c'est la première fois depuis près de 15 ans que ces dépenses sont inférieures à celles du reste du Canada.

De récents rapports de l'Institut canadien d'information sur la santé montrent par ailleurs que le Québec est désormais la pro-

vince qui dépense le moins en soins de santé, par habitant. En 1997, les dépenses de santé du secteur public s'élevaient à 1615 \$ par habitant au Québec, soit 200 \$ de moins qu'en Ontario (1818 \$). La moyenne canadienne était de 1803 \$.

Jusqu'en 1994, le Québec consacrait plus d'argent à la santé que les quatre provinces de l'Atlantique, soit 1735 \$ par habitant. La dégringolade a commencé à la fin de cette année-là.

Un autre os dans le dossier du futur CHUM: la voie ferrée du CP

UN AUTRE / Suite de la page A1

toujours qu'une zone tampon ou qu'un talus soient inclus dans les plans de construction d'un promoteur. Mais c'est un conseil rarement suivi. » La plupart des habitations de la métropole ont été construites longtemps après l'arrivée des voies ferrées.

La voie qui passe tout près de l'emplacement retenu pour accueillir le CHUM a été construite au début du siècle et servait notamment aux activités de l'usine Angus. M. Spénard affirme que, mis à part certains incidents mineurs, il n'y a jamais eu d'accidents importants, avec des déversements de substances toxiques, sur cette ligne ferroviaire.

Interrogée samedi par *La Presse*, la ministre de la Santé, Pauline Marois, a affirmé qu'il est « possible de sécuriser le secteur » et que « la distance est suffisante pour qu'il n'y ait pas de risques » pour les patients et le personnel du CHUM.

De son côté, le ministre de l'Environnement, Paul Bégin, a affirmé que le projet de 850 millions pourrait être revu si le terrain n'est pas conforme aux normes environnementales.

Le ministre Bégin réagissait ainsi aux révélations de *La Presse* selon lesquelles les terrains choisis pour le CHUM sont imbibés d'huiles usées, après un demi-siècle d'activités industrielles.

Le 25 janvier, la ministre Marois a annoncé que le CHUM sera construit à l'intérieur du quadrilatère formé par les rues Saint-Denis et Bellechasse, ainsi que les boulevards Rosemont et Saint-Laurent, en plein coeur géographique de Montréal.



PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

Comme on peut le voir sur cette photographie, la voie ferrée du CP passe vraiment à proximité de l'emplacement choisi par Québec pour la construction du nouveau CHUM, dans le quartier Petite-Patrie. « C'est l'hôpital qui vient se placer à côté de nous, pas nous qui nous installons à côté de l'hôpital », a commenté le porte-parole de la compagnie ferroviaire, Michel Spénard.

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272
Abonnement : (514) 285-6911
Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : (514) 285-7070
Promotion : (514) 285-7100
Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30
Décès, remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Grandes annonces
Détailants : (514) 285-6931
National, TéléPlus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320
Comptabilité
Grandes annonces : (514) 285-6892
Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: *La Presse, Ltée*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
<http://lapresse.infinet.net>
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.
Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USP5003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : non disponible
à quatre chiffres : non disponible
COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, Héma-Québec attend les donneurs aux endroits suivants :
■ à Montréal : Centre des donneurs de sang, centre commercial Maisonneuve, 2991, Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 10 h à 17 h 30 ;
■ à Rouyn-Noranda : CJMM 99,1, câblevision TVC9, La Frontière, pavillon Laramée, gymnase, 12, avenue du Palais, de 13 h à 20 h. Objectif : 350 donneurs ;
■ à Hemmingford : en collaboration avec les citoyens, centre récréatif, 550, avenue Goyette, de 14 h 30 à 20 h. Objectif : 140 donneurs ;
■ à Saint-Valentin : Festival de la Saint-Valentin, édifice municipal, 790, 4^e ligne, de 13 h à 20 h. Objectif : 125 donneurs ;
■ à Waterloo : organisée par les Chevaliers de Colomb et un groupe de dames, église Saint-Bernardin de Waterloo, 5005, rue Foster, de 13 h 30 à 19 h. Objectif : 125 donneurs.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Les actions préférées des analystes

■ Pour les investisseurs et les analystes financiers qui croient à la biotechnologie, les derniers neuf mois signalent l'émergence d'un coma qui a duré huit ans. Plusieurs poussées des titres biotechnologiques sont observées aux États-Unis, surtout, mais aussi au Canada aux récentes. L'indice américain Biotech Nasdaq a grimpé de 101,2 % en 1999. Denis Arcand nous explique les raisons de cette fièvre boursière, demain dans le cahier Économie.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison
Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour:
— par téléphone, en composant le 514-285-7333;
— par Internet : <http://lapresse.infinet.net>

Le fait que le terrain soit pollué aux hydrocarbures et qu'il jouxte une voie ferrée potentiellement dangereuse devrait-il inciter Québec à revoir son choix pour l'emplacement du nouveau CHUM ?

Le premier ministre Bouchard a indiqué que le prochain référendum pourrait n'avoir lieu qu'au cours d'un troisième mandat du PQ. Êtes-vous d'accord?
À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 84 %
Non: 16 %
NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Actualités

L'EXPRESS
DU MATIN



La route fait au moins cinq victimes

■ Au moins cinq personnes ont perdu la vie sur les routes du Québec au cours de la fin de semaine. À Saint-Jean-Christophe, hier, une femme de 64 ans dont l'identité n'a pas été révélée a péri dans une violente collision, qui a aussi fait deux blessés graves. La victime était passagère d'une voiture conduite par une femme de 50 ans, également de Saint-Jean-Christophe. Cette dernière a subi d'importantes blessures, mais leur nature n'était pas connue hier soir. La seconde voiture impliquée était conduite par un homme de 47 ans, de Saint-Henri-de-Lévis. Il a subi un traumatisme crânien sévère. À Laval, Steve Boily, âgé de 27 ans, est mort vers 4h15, hier matin, après qu'il eut perdu le contrôle de sa voiture sur la bretelle d'accès du boulevard Saint-Martin à l'autoroute 15. L'automobile a fait une embardée et capoté. La victime est morte sur le coup alors que trois passagers ont été blessés légèrement. À Saint-Constant, sur la Rive-Sud de Montréal, un septuagénaire est mort, hier, lorsque son automobile est entrée en collision avec un train. Selon des témoins, le conducteur aurait franchi les barrières de sécurité à un passage à niveau. Vers 12h35, hier, un homme de 70 ans environ a perdu la vie sur la route 153, à Saint-Boniface, quand sa voiture est entrée en collision avec un poids lourd. La voiture de la victime a quitté sa voie avant de heurter la remorque d'un camion de la compagnie Asselin Transport, qui circulait en direction inverse. Samedi, vers 2h00, Yves Dupin, âgé de 28 ans, a perdu la vie dans un accident impliquant deux véhicules sur la route 148, à Lachute. Pour une raison encore inconnue, l'automobiliste domicilié à Grenville s'est retrouvé face à face avec un camion semi-remorque, dans une courbe prononcée.

Nouveau déraillement en Estrie

■ Un autre déraillement est survenu hier en Estrie, vers 14h15, s'ajoutant aux autres qui se sont déroulés au cours des précédents mois sur ce territoire, dont un, il y a tout juste deux semaines, dans le canton d'Eaton (près de Cookshire) concernait la compagnie ferroviaire Québec-Sud. Cette fois, c'est la compagnie Chemin de fer Saint-Laurent Atlantique (Québec) qui a vu 16 de ses wagons en route vers Sherbrooke dévier des rails et se renverser les uns sur les autres, sur le chemin de fer situé parallèlement à la route 143, entre Bromptonville et Sherbrooke, un peu avant le chemin des Écossais. L'accident, dont on ignore toujours la cause, a été spectaculaire, mais on ne déplore aucune victime.

Incendie

■ Un incendie qui a débuté dans des hangars situés à l'arrière du 915, rue du Couvent, dans le quartier Saint-Henri, a donné des sueurs froides aux pompiers de Montréal qui y ont découvert des bonbonnes de gaz propane. Une deuxième alerte a été sonnée par mesure de sécurité et les pompiers sont finalement venus à bout du brasier avant qu'il ne s'étende aux logements adjacents. Une vingtaine de personnes habitant l'édifice de quatre logements ont été évacuées, mais ont pu réintégrer leur domicile par la suite. Personne n'a été blessé et les dommages sont évalués à quelque 75 000 \$.

Un touriste se tue en motoneige

■ Un motoneigiste du New Hampshire, David Rosmond, s'est tué samedi, en percutant violemment un arbre alors qu'il filait à plus de 100 km/h sur une piste du Kamouraska. « Il est mort sur le coup, a relaté Daniel Caron, des Ambulances Caron de Saint-Pascal. Notre équipe d'ambulanciers a quand même tenté des manœuvres de réanimation jusqu'à l'hôpital de La Pocatière, comme l'exige la procédure normale, mais étant donné son état, nous savions dès notre arrivée sur les lieux qu'il était mourant. »

Week-end dans les Laurentides pour les opposants au maire de Lachine

Les conjoints sont de la partie... aux frais des contribuables

RAYMOND GERVAIS

Les conseillers de Lachine opposés au maire William McCulloch, ainsi que le directeur général de la Ville et son adjoint, ont passé le week-end à l'hôtel Chanteclerc, à Sainte-Adèle, dans les Laurentides, avec leurs conjoints respectifs, aux frais des contribuables.

Selon le maire McCulloch, qui est boudé par ses conseillers ainsi que par la direction générale de la Ville depuis ses démêlées devant la justice, les conseillers et la direction des la Ville se sont rendus à cet endroit afin d'étudier le prochain... budget de la Ville.

Outré de cette dépense qu'il qualifie de déraisonnable et d'inutile, le maire controversé a déclaré hier à *La Presse* que si ce type de « congrès » pouvait être admis par le passé dans les municipalités, de telles dépenses étaient aujourd'hui inadmissibles.

« Au moment où les villes doivent se serrer la ceinture et faire face à des coupures budgétaires importantes provenant de Québec, j'estime que le geste posé par mes conseillers est inacceptable pour les contribuables de Lachine », a déclaré en substance le maire, visiblement choqué de la dilapidation des fonds publics.

« Nous disposons de très beaux locaux de réunion à Lachine, lesquels sont à la disposition du conseil gratuitement. Il n'est pas nécessaire d'engager des frais pour faire des assemblées », a-t-il ajouté.

Toujours selon M. McCulloch, lorsqu'il est arrivé au pouvoir en novembre 1997, il avait réussi à convaincre tout le monde de procéder à l'étude du budget à Lachine. Il avait alors essuyé un vote de blâme de la part de ses conseillers parce qu'il voulait sabrer dans les dépenses qu'il qualifiait « d'extravagantes ». En 1998, les conseillers se sont réunis dans les Laurentides

et les contribuables ont dû payer la note, une facture se chiffrant entre 8000 \$ et 10 000 \$, d'après le maire.

Hier, *La Presse* a laissé des messages au Chanteclerc, mais aucun des conseillers, pas plus que le directeur général de la Ville, n'ont retourné ses appels.

Cet après-midi, au palais de Justice de Montréal, le juge Gilbert Morrier de la Cour du Québec doit rendre sa décision au sujet d'accusations de fraude portées contre le maire et son épouse lors de la dernière campagne électorale.



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Leçon de hockey

Daniel Morabito, 8 ans, a eu droit hier à une leçon de hockey de l'ancien joueur étoile du Canadien de Montréal, Guy Lafleur. L'ex-hockeyeur était de passage hier avec d'autres anciens joueurs du Canadien à la fête des Neiges. Les joueurs ont effectué des lancers de précision sur l'étang de curling.

Trêve de dix jours à la STCUM

SIMON DROUIN

Les usagers du transport en commun peuvent mieux respirer puisque le syndicat des chauffeurs de la STCUM a accepté, hier soir, de suspendre ses moyens de pression pour une période de dix jours.

« À la demande de la STCUM, le syndicat des chauffeurs et opérateurs a accepté une trêve des moyens de pression de dix jours afin d'entreprendre un blitz de négociations », a indiqué hier soir la porte-parole de la société de transport, Odile Paradis. L'employeur et la direction du syndicat devraient se rencontrer dès aujourd'hui.

Au cours du week-end, les employés d'entretien de la STCUM ont poursuivi le nettoyage et la réparation des 50 autobus jugés malpropres ou défectueux par les chauffeurs et qui manquaient à l'appel en fin de journée vendredi. Mme Paradis a assuré que les chauffeurs pourront compter sur un nombre suffisant de véhicules pour assurer un service complet, soit 1300.

Le président du syndicat des employés d'entretien, Gaétan Châteauneuf, a pour sa part mentionné qu'il attendait toujours une convocation pour une rencontre de conciliation avec l'employeur. À part peut-être les périodes de cinq à dix minutes de chahut collectif, M. Châteauneuf affirme que les moyens de pression exercés par ses membres ne nuisent pas à leur travail.

Plus tôt dans la journée, le Conseil du patronat du Québec a joint sa voix à celle de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour réclamer une « action musclée » de la part de la ministre du Travail, Diane Lemieux, afin que cessent les moyens de pression des syndiqués de la STCUM.

« Alors qu'un froid intense sévit au Québec, s'attaquer ainsi aux usagers du transport en commun est de l'intimidation éhontée », a dit le président du Conseil, Gilles Taillon.

La ministre du Travail avait déjà fait savoir samedi qu'elle ne songeait pas à une loi spéciale pour mettre un terme au conflit, jugeant qu'un tel geste serait prématuré.

Les jurés craignent les représailles

Presse Canadienne
QUÉBEC

Les citoyens appelés à composer le jury pour le procès d'un motard influent ou d'un caïd de la pègre accusé de meurtre ne sont pas suffisamment protégés contre de possibles représailles ou manœuvres d'intimidation.

Le ministère de la Justice du Québec a proposé au gouvernement fédéral d'amender le code criminel afin que les candidats jurés d'un tel procès puissent jouir d'un anonymat complet. On voudrait que leur identité, leur adresse et même le nom de leur employeur ne soient plus dévoilés lors de la formation du jury.

« On parlerait ainsi du candidat juré numéro un, de tel âge, pratiquant telle profession. Il demeurerait anonyme. La proposition chemine à Ottawa et nous souhaitons que cela aboutisse à un projet de loi bientôt. Nous sommes conscients des craintes entretenues par les membres d'un jury dans un procès d'un membre influent du crime organisé inculpé en rapport avec un homicide », a indiqué Me Mario Tremblay, directeur des affaires criminelles au ministère de la Justice.

Un sondage Léger et Léger effectué pour le compte du ministère public et dévoilé durant le procès du Numéro un des Hell's Angels, Maurice « Mom » Boucher, montrait d'ailleurs que les jurés (82 pour cent des 1000 répondants) craignaient davantage les représailles lorsqu'ils siégeaient à un procès de meurtre où l'accusé était lié au crime organisé. Maurice « Mom » Boucher a été acquitté en novembre 1998 d'avoir commandé les meurtres des gardiens de prison Diane Lavigne et Pierre Rondeau.

Québec n'a pas l'intention, pour l'instant, de soustraire les jurés du regard des membres de l'auditoire dans pareil procès. On s'apprête cependant à tenter cette expérience au Manitoba, lors du procès des membres d'un gang de rue, en réaménageant la salle d'audience. « C'est une cause qu'on va observer », a mentionné Me Tremblay. Un magazine publié par la GRC rapporte que des Hell's Angels ont offert jusqu'à 200 \$ à des citoyens pour avoir leur siège durant le procès de « Mom » Boucher. Tous les spectateurs ont dû renoncer à leur siège. Pendant le déjeuner, des subalternes réservaient des sièges pour les membres supérieurs.

« Selon certaines sources, les motards passaient le plus clair de leur temps à jeter des regards furieux aux jurés. On aurait pu croire qu'ils cherchaient à les intimider. Les jurés ont-ils eu peur ? » rapporte-t-on dans un article sur le meurtre des gardiens de prison Lavigne et Rondeau.

La Cour d'appel sera appelée à se pencher sur le verdict d'acquiescement de Boucher.

La très rare édition millénium de l' **ALTIMA**

309\$ 2000
PAR MOIS

- AILERON ARRIÈRE
- JANTES EN ALLIAGE SPORT
- TÉLÉVERROUILLAGE DES PORTES
- ANTIDÉMARREUR AVEC CLÉ À PUCE
- GROUPE ÉLECTRIQUE
- CLIMATISEUR
- TRANSMISSION AUTOMATIQUE
- LECTEUR DE DISQUE COMPACT
- EN PLUS D'UN CELLULAIRE*

LE COMPTE À REBOURS DE LA MILLÉNIUM EST COMMENCÉ

NISSAN

TOUJOURS PLUS LOIN.

Location de 48 mois pour l'Altima GXE (T4RG/0 AE00). Acompte ou échange équivalent de 2595 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,08 \$/km extra. Transport et préparation inclus. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit par NGFI. L'ensemble de l'Altima « Millénium Edition » est offerte uniquement par les concessionnaires Nissan du Québec. *Le cellulaire est une gracieuseté de Cellcom Communications et est sujet à une activation de temps d'antenne d'une durée minimale de 12 mois avec Bell Mobilité. L'offre du cellulaire est facultative. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122

Politique

La « totalité » des surplus budgétaires devrait aller à la santé et à l'éducation

Bernard Landry devra-t-il oublier sa promesse de réduire les impôts ?

DENIS LESSARD

Pour le Parti québécois, la « totalité » des surplus budgétaires du gouvernement devrait aller aux réseaux de la santé et de l'éducation et non aux baisses d'impôts.

Profitant d'un bilan fait par la ministre Pauline Marois sur les problèmes épineux du réseau de la santé, l'exécutif péquiste a dévoilé hier une résolution qui ne fera pas l'affaire du ministre des Finances, Bernard Landry. Ce dernier s'est déjà engagé à des baisses d'impôts totalisant 1,3 milliards sur la durée du mandat, dont 400 millions dès juillet prochain.

Au-delà de ces engagements, M. Landry soulignait que la moitié des excédents devraient être distribués en nouvelles baisses d'impôts pour les contribuables, l'autre moitié allant aux budgets des réseaux de la santé et de l'éducation. « La population, très clairement, veut qu'on déploie toute la marge de manoeuvre additionnelle dans ces deux secteurs », a soutenu hier Fabien Béchard, le premier vice-président

du PQ.

Pour Marie-Lise Lapierre, présidente du comité du programme, cette décision a été prise il y a deux semaines par l'exécutif du PQ. « On attendait le débat sur la santé au conseil national pour l'annoncer », a-t-elle expliqué. Mme Marois a affirmé que « si les surplus étaient considérablement plus importants que prévu, rien n'empêcherait de baisser aussi les impôts ».

Hier, M. Bouchard n'a pas voulu trancher dans ce débat au moment où, à Québec, le prochain budget se prépare. Les objectifs pour les baisses d'impôts seront atteints, mais en matière d'excédents, les problèmes du système de santé soulèvent des questions légitimes dans la population, relève-t-il. « Les gens voient que le Québec est

la province qui dépense le moins par habitant pour la santé, ils voient l'augmentation de coûts de santé, ils se posent des questions naturelles. C'est un débat très sain. C'est une résolution du conseil national, je me suis abstenu de voter ; il est certain que nous allons réduire les impôt autant que nous le pouvons, a-t-il dit. Les baisses d'impôts sont importantes mais, en même temps, il faut considérer la nécessité impérieuse de réinvestir dans la santé. » Hier, dans une présentation étoffée des « fragilités » du réseau de la santé, Pauline Marois a souligné que le vaste débat sur le financement annoncé en janvier ne visait pas à revoir de fond en comble le système actuel. De nombreux chiffres exposés laissaient songeur : l'an dernier 50 000 personnes de plus qu'il y a quatre ans se sont présentées aux urgences, dont 80 % avaient plus de 80 ans. Depuis trois ans, le nombre de personnes en attente d'une chirurgie a augmenté de 58 %. Le nombre d'interventions en chirurgie cardiaque a augmenté de 50 % de-

puis dix ans, et pourtant les listes d'attente s'allongent. Comme le révélait *La Presse* la semaine dernière, l'effectif médical est en baisse alors que la demande augmente de 1 % par année. Le Québec a plus de médecins que l'Ontario per capita, mais ils effectuent moins d'actes médicaux. La féminisation et le vieillissement des médecins réduisent aussi leur productivité.

Mme Marois précise toutefois qu'il faut prendre avec un grain de sel les statistiques voulant que le Québec soit la province qui dépense le moins per capita pour la santé. Selon elle, il en serait autrement si Québec payait les mêmes taux pour les actes aux médecins. Pour la ministre, le financement du réseau « restera largement public ». Ainsi, on maintiendra ses coûts relativement sous contrôle, croit-elle.

Aux États-Unis, où le privé domine, l'administration est morcelée et les services coûtent beaucoup plus, explique-t-elle. Comme Thérèse Lavoie-Roux il y a plus de dix ans, Mme Marois se dit intéressée à

la formule des HMO, où une équipe médicale a le mandat général d'assurer les soins d'une population donnée, tout en ayant une grande latitude pour l'organisation. Mme Marois a rapidement écarté une suggestion voulant qu'on puisse traiter ici des patients étrangers, une source importante de revenus pour le réseau. « Comment défendrait-on devant la population qu'on ouvre nos salles pour ces patients ? On tolère pour nos malades des listes d'attentes de six, sept ou huit semaines. »

Sérieusement, un militant péquiste est venu suggérer que l'on maintienne le rythme des opérations le samedi et le dimanche en permettant aux médecins d'y pratiquer à l'abri de l'impôt. « Je pense qu'ils aimeraient cela », a ironisé Mme Marois. Toutefois, elle s'est montrée ouverte à « des incitatifs » comme ceux évoqués cette semaine par le Conseil des médecins, soit hausser la rémunération des médecins qui pratiquent en hôpital ou qui offrent une plus grande plage d'heures de service.

Le Bloc se range derrière Bouchard et fourbit ses armes

Presse Canadienne
OTTAWA

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, partage l'avis du premier ministre du Québec Lucien Bouchard et pense qu'il sera possible de tenir un référendum gagnant au cours du mandat actuel du Parti québécois.

« Je suis toujours confiant que nous réunirons les conditions (gagnantes) durant ce mandat. Il reste trois ans. Je dis souvent qu'en politique, les jours sont longs, mais les mois sont courts », a affirmé M. Duceppe, hier après-midi à Ottawa, alors qu'il participait à une réunion du groupe parlementaire du Bloc québécois.

Hier, M. Bouchard a tempéré les propos qu'il avait tenus samedi et qui laissaient

croire qu'il désirait repousser la tenue d'un référendum jusqu'au prochain mandat de son parti. À l'issue du conseil national du Parti québécois, il s'est dit confiant de pouvoir réunir les conditions à un référendum gagnant d'ici la fin du mandat actuel.

Le chef bloquiste a néanmoins précisé qu'il y avait « beaucoup de travail à faire encore », même s'il a ajouté que le Bloc avait mis la main à la pâte depuis un an : « Sur l'actualisation de notre projet souverainiste. Et c'est le travail qu'il faut faire. »

Et si M. Bouchard devait décider d'attendre un troisième mandat pour tenir un référendum, tant M. Duceppe que les députés du Bloc comptent se ranger derrière lui. « C'est le premier ministre qui décide ça, en bout de ligne. C'est comme ça dans notre système », a dit M. Duceppe.

Le chef du Bloc a par ailleurs affirmé que son parti fourbissait ses armes, à quelques heures du début de la session parlementaire. Une session qui risque de commencer en dents de scie pour les libéraux, qui sont aux prises avec de sérieuses allégations de cafouillage au ministère du Développement des ressources humaines et qui devront faire face à l'opposition du Bloc au projet de loi C-20 « sur la clarté ».

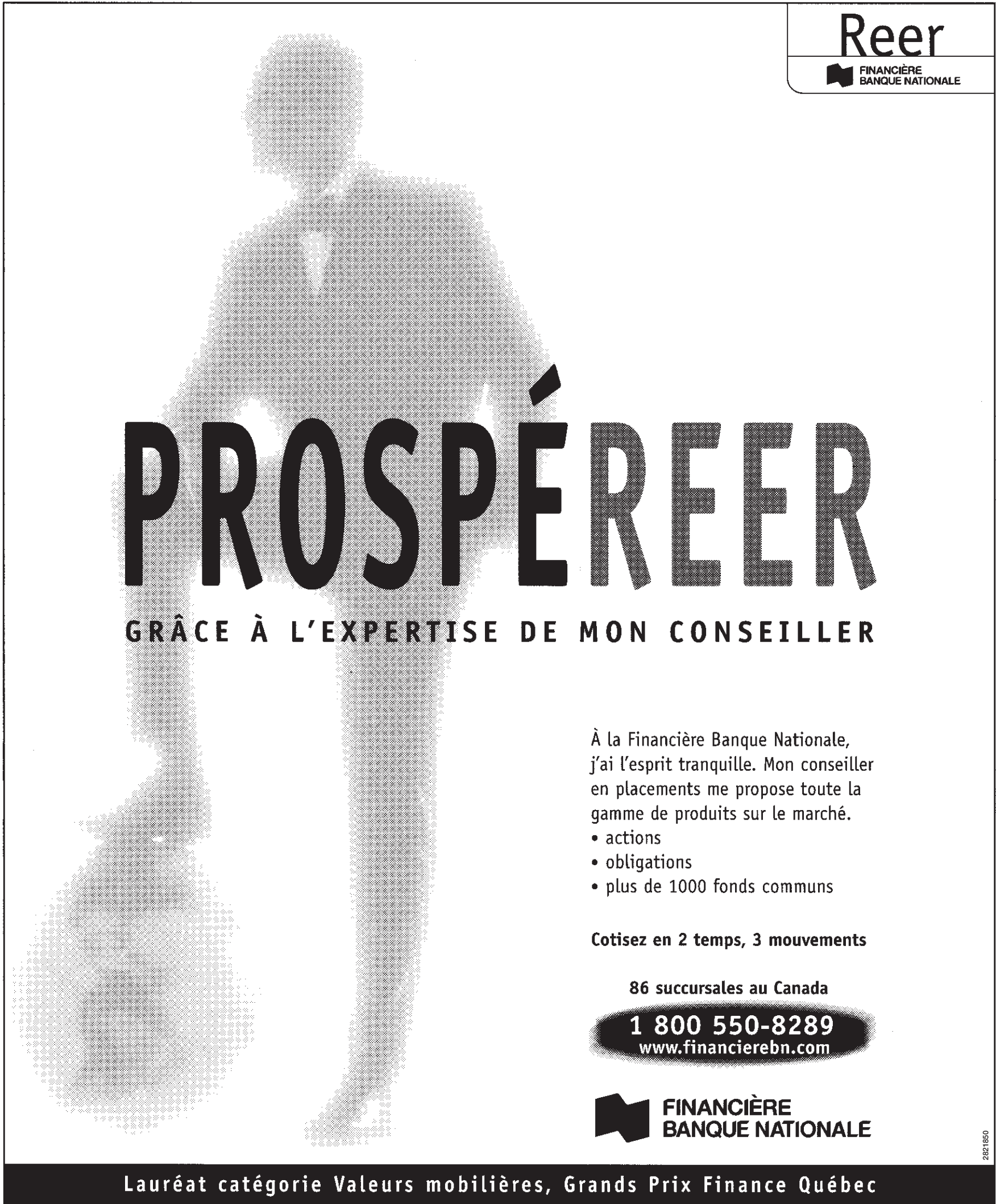
M. Duceppe a d'ailleurs confirmé que « la majeure partie » de la réunion d'hier, en vue de préparer la rentrée parlementaire, aura été consacrée à « peaufiner le plan d'action qui sera mis en marche » pour contrer l'adoption de la loi visant à encadrer un éventuel référendum québécois.

Or, le chef bloquiste se refuse encore à dé-

voiler la stratégie qui sera adoptée par le Bloc afin de manifester son opposition au projet de loi. Il répète cependant que son parti souhaite « s'y opposer au nom de la démocratie » et affirme qu'il espère arriver à le « stopper ».

« On a du monde actif, je peux vous dire ça », s'est borné à déclarer M. Duceppe, interrogé sur les recours envisagés par le Bloc. On se rappellera qu'il avait déjà affirmé ne mettre de côté aucune option, y compris la stratégie utilisée par le Parti réformiste lors de la dernière session parlementaire.

Les réformistes, qui désiraient protester contre l'adoption par la Chambre des communes du projet de loi sur l'accord Nisga'a, avaient soumis un si grand nombre d'amendements que les députés avaient dû siéger deux nuits complètes afin de les rejeter.



Reer
FINANCIÈRE
BANQUE NATIONALE

PROSPÉRER

GRÂCE À L'EXPERTISE DE MON CONSEILLER

À la Financière Banque Nationale, j'ai l'esprit tranquille. Mon conseiller en placements me propose toute la gamme de produits sur le marché.

- actions
- obligations
- plus de 1000 fonds communs

Cotisez en 2 temps, 3 mouvements

86 succursales au Canada

1 800 550-8289
www.financierebn.com

**FINANCIÈRE
BANQUE NATIONALE**

Lauréat catégorie Valeurs mobilières, Grands Prix Financière Québec

L'« absurde » monarchie doit faire place à la république

Associated Press
AUCKLAND

Estimant « absurde » d'avoir comme chef d'État un monarque britannique, la première ministre néo-zélandaise Helen Clark croit que ses compatriotes finiront bien par rejeter la Couronne pour embrasser la république.

Dans une entrevue publiée dans le *Sunday Star Times*, Mme Clark a dit reconnaître son héritage britannique, « mais cela ne m'empêche pas de considérer objectivement la monarchie comme quelque chose d'absurde ».

« Nous sommes à 19 000 kilomètres de la résidence du chef d'État. N'est-ce pas insensé ? »

Mme Clark a fait ces commentaires alors que s'amorce en Nouvelle-Zélande un débat sur le bien-fondé des principes républicains.

Ex-colonie anglais indépendante depuis 1931, la Nouvelle-Zélande reconnaît toujours comme chef d'État la souveraine britannique, à l'instar du Canada et de l'Australie.

Néanmoins, la première ministre travailliste a déclaré que le projet républicain n'était pas à son ordre du jour parce qu'« il y a des choses plus importantes à régler », mais que l'avènement de la république est inévitable.

Au terme d'un débat référendaire acrimonieux, les Australiens ont finalement opté en novembre 1999 pour le maintien des liens avec la Couronne britannique.

ANGLAIS

COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION

Petits groupes : 3 à 7 personnes ; admission continue

COURS INTENSIFS | à temps partiel et semi-intensifs

de jour, 25 h/semaine | matin, après-midi, soir, samedi

135 \$/semaine* | 1 à 7 fois/sem. • 190 \$/30 h*

*matériel pédagogique inclus, pas de taxe, déductible d'impôt, frais d'inscription : 40\$

Converlang

école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec

5268, av. du Parc
www.converlang.com (514) 278-5309

L'année du Dragon accueillie avec force

RAYMOND GERVAIS

C'est au son des pétards, des clochettes, des assiettes et des tambours, que les membres de la communauté chinoise de Montréal ont célébré au cours du week-end le Nouvel An chinois.

Plusieurs centaines de personnes ont participé samedi et dimanche aux différentes festivités organisées dans le Quartier chinois afin de souligner l'arrivée de l'année du Dragon, lequel est un symbole de force, de courage et de travail.

Mme Xiaoyun Zheng, présidente et directrice artistique de la Troupe des artistes chinois de Montréal, a expliqué hier que c'était la première fois que les festivités du Nouvel An se tenaient à l'extérieur. Habituellement, c'est au complexe Guy-Favreau que se déroulent les activités. Cette année, la communauté chinoise a décidé d'imiter les organisateurs de la fête des Neiges et du Carnaval de Québec, question de visibilité et de se rapprocher davantage des Québécois.

Mais la température a refroidi l'ardeur de bien des gens rassemblés au parc Sun Yat-

Sen, coin La Gauchetière et Clark, où se tenaient les activités.

Ce sont des dragons multicolores qui ont ouvert le spectacle à l'heure du lunch hier, avec leurs danses. Par la suite, les spectateurs ont pu assister à des danses folkloriques chinoises et à la prestation remarquable d'une chanteuse chinoise d'opéra. De nombreux prix de présence, comme des bonbons pour les enfants, des coupons de 15 \$ et de 20 \$ échangeables contre des repas dans des restaurants du quartier chinois, des cadeaux divers ainsi qu'un grand prix consistant en deux billets d'avion pour Hong-Kong, ont été tirés parmi les participants.

Mme Zheng a précisé que l'année du Dragon a encore plus d'importance cette année à cause de l'an 2000. Comme les 12 autres animaux qui représentent le calendrier chinois, le dragon revient tous les 12 ans. Mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf était l'année du Rat.

À l'occasion de l'année du Dragon, la communauté chinoise tiendra, le dimanche 13 février prochain, un bal de la Saint-Valentin. L'événement haut en couleurs se tiendra au 1001, rue Saint-Dominique à 20 h.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse ©

Pour la première fois, les festivités du Nouvel An se tenaient à l'extérieur.

L'OMBRE DE L'ÉPERVIER LA SUITE



DÈS CE SOIR **21h**

ICI RADIO-CANADA



SCÉNARIO ET DIALOGUES : ROBERT FAVREAU ET GUY FOURNIER

RÉALISATION : ROBERT FAVREAU

www.radio-canada.ca/television

Dépaysement bouddhique en plein Centre-Sud

SOPHIE BROUILLET

Les Vietnamiens ont été nombreux, en fin de semaine, à venir visiter Bouddha dans le quartier Centre-Sud de Montréal, pourtant si typiquement québécois pure laine. Samedi, première journée de l'année du Dragon, la pagode bouddhique Tù Quang de la rue Ontario Est a reçu autour de 700 personnes, et elle en a revu une centaine pour l'habituelle cérémonie dominicale d'hier.

Le dépaysement le plus complet est garanti au visiteur qui entre dans ce temple, majestueux de l'intérieur comme de l'extérieur. Bouddha y trône au milieu d'un déploiement de couleurs rouge et or, entouré toutefois de plusieurs autres personnages de culte, dans une hiérarchie incertaine : les statues d'êtres surnaturels aux pouvoirs protecteurs côtoient l'autel dédié aux martyrs vietnamiens de la foi bouddhique, ainsi que ceux consacrés aux moines décédés et aux ancêtres des fidèles. Tous sont également honorés avec des offrandes de fruits, de riz et d'eau.

Pourquoi un tel exotisme dans ce coin de Montréal ? En fait, les centres bouddhiques sont discrètement répandus sur tout le territoire de la grande région montréalaise, où on en dénombre 28, selon Minh Tran, un bouddhiste qui oeuvre au Centre canadien d'oecuménisme. Depuis l'aménagement d'un premier temple à Brossard, en 1975, les lieux de culte n'ont cessé de se multiplier.

L'immigration en provenance des pays d'Asie explique cette expansion, mais elle est aussi due à la

multiplicité des écoles bouddhiques et... à un certain engouement de la part des Québécois.

« Toutes sortes de groupes se sont formés en fonction des régions d'origine des immigrants, explique Louis-Jacques Dorais, un anthropologue de l'Université Laval spécialiste de la diaspora vietnamienne. Mais des centres sont aussi nés d'écoles de pensée différentes et de façons diverses d'envisager le bouddhisme. Certains mettent l'accent sur la philosophie, d'autres sur la méditation, et d'autres sur la récitation, par exemple. »

Minh Tran renchérit, affirmant que la décentralisation est au coeur de l'implantation bouddhique. « On a plusieurs ordres, plusieurs maîtres. Ça donne une structure pas très planifiée, mais qui favorise l'intégration. Le bouddhisme est comme de l'eau qui va partout où il y a un trou. »

La génération d'immigrants qui, depuis 25 ans, a bâti les lieux de culte avec une ferveur religieuse et patriotique, constate moins d'intérêt chez ses jeunes descendants. En revanche, des centres bouddhiques bien québécois s'installent dans le

paysage montréalais. « Le centre Zen de Montréal, le centre Rigpe Dorje, Rigpa Montréal, le Temple bouddhique tibétain et le centre Kampala accueillent une clientèle exclusivement québécoise », rapporte Louis Cormier, un Acadien d'origine converti au bouddhisme depuis 30 ans.

Ici encore, la souplesse de la spiritualité bouddhique semble expliquer son succès. Les conversions et l'orthodoxie sont bien loin des priorités des adeptes, assurent en chœur pratiquants et spécialistes. « Pour certains, c'est seulement une forme de psychothérapie », constate Louis Cormier. « Plusieurs catholiques sont attirés par l'aspect méditatif du bouddhisme, et les maîtres sont très généreux à leur endroit, ils les laissent volontiers intégrer l'approche méditative à leurs propres croyances », remarque pour sa part soeur Diane Willey, du Centre canadien d'oecuménisme.

L'attrait des Québécois pour le bouddhisme apparaît si certain à Louis-Jacques Dorais qu'il entrevoit pour cette spiritualité une seconde vague d'expansion « à la québécoise ». « Dans les communautés ethniques, le courant risque de se stabiliser et peut-être même de décroître un peu, mais il va prendre de plus en plus d'influence chez les Québécois, croit-il. Le charme de l'Asie, la dimension philosophique, la notion de réincarnation, tout ça est populaire. En France et aux États-Unis, la présence bouddhiste est déjà très forte. »



En plein quartier Centre-Sud, rue Ontario, l'imposante pagode bouddhique Tu Quang offre au visiteur le dépaysement le plus complet.



À 32 ans, Chàn The a déjà derrière lui 12 années de vie monastique, complètement consacrée au bouddhisme.

Une vie sereine consacrée au temple

SOPHIE BROUILLET

À 32 ans, Chàn Thê passe l'essentiel de sa vie à la pagode Tù Quang. C'est de son plein gré qu'il a décidé de devenir moine bouddhiste, il y a déjà 12 ans, et si on se fie à son sourire serein et à sa voix douce, sa vocation lui convient bien.

La journée du jeune homme, comme celle de ses trois congénères moines, commence à 6 h chaque matin, avec une première prière. À moins d'imprévus, cinq autres suivront. Entre-temps, il devra surveiller ce qui se passe à la pagode,

répondre aux ordres du grand maître, voir au courrier et aux commissions, visiter les malades de la communauté et, s'il y a lieu, assurer les services religieux.

Malgré tout cela, c'est l'étude de l'enseignement de Bouddha qui l'occupera surtout. « J'ai choisi d'être ici pour approfondir le bouddhisme et le pratiquer, dit-il. Avant, j'étais dans le monde. Mais j'ai commencé à me sentir à l'aise avec la pensée bouddhique et j'ai voulu y consacrer tout mon temps, j'ai cessé d'aimer la vie séculière. »

En se faisant moine, Chàn Thê a accepté de dormir chaque soir à la pagode, de demeurer célibataire et chaste, de méditer trois heures quotidiennement, de ne manger qu'une fois par jour et de se raser la tête, entre autres 250 préceptes. Il ne doit jamais avoir d'argent sur

lui, et ce sont les laïques de la communauté qui voient à la gestion financière de la pagode ainsi qu'à la subsistance des consacrés.

Aucune obligation ne lie le jeune homme à son mode de vie. Les moines peuvent choisir de revenir dans le monde, en sachant que les portes du temple leur demeurent ouvertes s'ils changent à nouveau d'idée. Ce n'est qu'après cinq volte-face qu'on exige d'eux une décision définitive.

Pour sa part, Chàn Thê n'a jamais délaissé la pagode Tù Quang. La plus belle période de sa vie hors du commun, c'est l'été, lorsqu'une trentaine de moines de son ordre viennent d'ailleurs dans le monde pour trois semaines de rencontre. Un rassemblement qu'il relate avec des yeux joyeux, et qui semble le combler.

Dolly, loin de la poule aux oeufs d'or



Mathieu Perreault

ÉDIMBOURG

Une petite grange en banlieue d'Édimbourg. Harry Griffin, directeur adjoint de l'Institut Roslin de recherches ovines, désactive le système d'alarme au moyen du clavier numérique. Devant lui, quatre enclos abritent une douzaine de moutons. Parmi eux, la plus célèbre brebis du monde, Dolly, clonée à partie d'une cellule de brebis adulte en 1997.

Le biochimiste doit faire un effort pour distinguer Dolly de Polly, une brebis transgénique dont le lait contient un médicament contre l'anémie. À moins que ce ne soit Bonnie, la fille de Dolly, se demande M. Griffin. Ou Cupidon et Diana, deux autres agneaux transgéniques... Heureusement, les quatre enclos empêchent que les animaux des différentes expériences se mélangent.

Dolly et les autres bêtes sont protégées par une grille cadenassée. Le système d'alarme détecte les mouvements des intrus. « Ce n'est pas qu'on craigne un vol, explique M. Griffin. Simplement, si une brebis s'échappait, on aurait l'air stupides. » Pour le moment, les activistes antitransgéniques ont épargné les fermes d'animaux en s'abstenant de les saccager comme ils l'ont fait avec certains champs transgéniques.

Harry Griffin a bien raison de ne pas avoir peur qu'on lui vole ses brebis. Signe que les doutes concernant la biotechnologie sont aussi partagés par les milieux financiers, l'institut Roslin peine à trouver du

financement pour les tests de médicaments produits dans le lait de brebis.

Résultat : PPL Therapeutics, la firme qui veut utiliser la technique de clonage de Dolly pour produire un supplément alimentaire à l'intention des nourrissons, et commercialiser une molécule utile contre la fibrose kystique, a traversé une crise cet automne. Elle a dû se départir d'une vingtaine d'employés. Son directeur, Ron James, a fait face à une fronde d'actionnaires en raison de la faible valeur des actions de PPL.

« Le débat sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) a un effet délétère sur le financement de la biotechnologie en Angleterre », se plaint John Hillman, directeur de l'Institut écossais de recherches sur les fourrages à Dunbar. Les faits supportent son affirmation : en septembre 1999, une firme britannique qui développait un vaccin contre l'hépatite B cultivable dans une patate transgénique a fait faillite à cause de l'influence des anti-

OGM sur le capital de risque.

Des usines vivantes

Plus tôt dans la journée, alors qu'il se dirigeait dans sa petite Ford Fiesta fatiguée vers la grange où habite Dolly et ses consœurs clonées ou transgéniques, le directeur adjoint Griffin s'est fait évasif sur les possibilités de financement des usines pharmaceutiques vivantes. Les médicaments que les brebis transgéniques produiront dans leur lait n'intéressent pas assez les compagnies pharmaceutiques pour qu'elles s'engagent à les commercialiser, admet-il. « Nous discutons néanmoins avec plusieurs firmes, mais j'avoue que les pourparlers s'étirent depuis quelques années. Le marché mondial de notre molécule contre la fibrose kystique se limite à 150 millions de dollars. C'est peu pour une multinationale. »

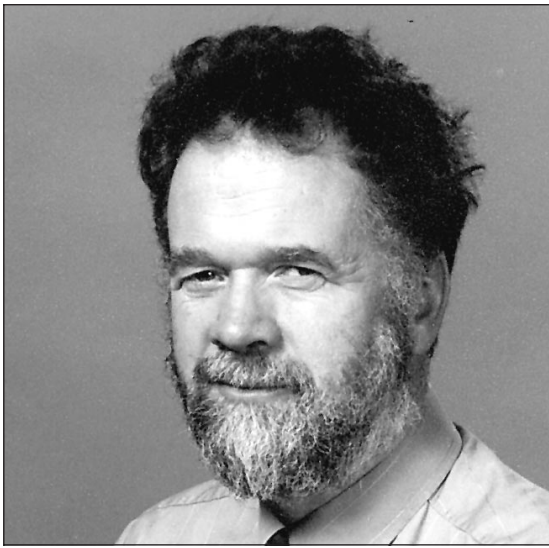
La biotechnologie animale en est encore à l'étape des projets. Harry Griffin ne s'anime que lorsqu'il évoque un partenariat avec une firme californienne, Geron, pour mettre au point une méthode miracle de transplantation. Geron s'est

illustrée en 1998 en prolongeant la vie de cellules animales en éprouvette. L'Institut Roslin a vendu à Geron la technique qui a permis de cloner Dolly.

L'agriculture transgénique a perdu sa réputation de poule aux oeufs d'or. Début décembre, Astra-Zeneca et Novartis, deux géants européens, ont annoncé qu'ils fusionnaient leurs activités agrochimiques pour se concentrer sur leurs activités pharmaceutiques respectives. Deux semaines plus tard, le mariage entre les américaines Monsanto et Pharmacia-Upjohn était reçu sous la même clé d'analyse : les prix des grains sont déprimés, les consommateurs sont inquiets à propos des OGM, donc il vaut mieux laisser filer l'agrochimique et se concentrer sur le pharmaceutique.

Les écologistes sont heureux de cette volte-face. Ils craignaient en effet un monopole des multinationales sur les semences. En revanche, cette lutte des anti-OGM contre les gros producteurs de semences semble « dangereuse pour l'agriculture européenne » à un haut fonctionnaire européen, rencontré début décembre, dans un colloque de fermiers biologiques, en banlieue de Paris. « Il y a un mythe de la grosse entreprise », considère ce biologiste de la Commission européenne, qui demande l'anonymat. « L'immense majorité des grainetiers européens sont des PME. Ils ne peuvent pas faire de recherche et développement. Les géants de l'agroalimentaire sont surtout américains et vont prendre une avance insurmontable en biotechnologie. »

L'Europe tient à ce que les évaluations scientifiques restent subordonnées au pouvoir politique, disait la semaine dernière à Montréal la ministre française de l'Environnement, Dominique Voynet, en marge des négociations sur le Protocole de biosécurité. Les États-Unis donnent pour leur part le dernier mot à la Food and Drugs Administration. Seuls des intérêts économiques très forts, européens, parviendront à contrer l'influence des groupes de consommateurs auprès des gouvernements du Vieux Continent.



Harry Griffin, directeur adjoint de l'Institut Roslin de recherches ovines, admet que les doutes concernant la biotechnologie sont aussi partagés par les milieux financiers, si bien que l'institut Roslin peine à trouver du financement pour les tests de médicaments produits dans le lait de brebis.



John Hillman, directeur de l'Institut écossais de recherches sur les fourrages, à Dunbar, croit que « le débat sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) a un effet délétère sur le financement de la biotechnologie en Angleterre ».



Dolly, comme ses congénères, est protégées par une grille cadenassée, à l'intérieur de son enclos

Le silence des gènes

MATHIEU PERREAULT
NORWICH, Angleterre

Des feuilles tachetées de vert pâle ou blanchâtres, comme saupoudrées de sel. Des plantes normales à côté de naines. Des plantes dont certaines feuilles sont énormes, et leurs voisines minuscules. Le bureau de David Baulcombe, au centre de recherches John Innes, à Norwich, a des allures de musée des horreurs végétales.

L'automne dernier, le généticien britannique a annoncé dans le magazine *Science* le premier décodage du « silencieux génétique », un mécanisme biologique qui empêche l'expression de gènes d'un organisme. Paradoxalement, ce « silencieux » fait en sorte que deux copies d'un même gène annulent ses effets : deux gènes de couleur donneront une fleur ou une plante blanche, deux gènes de croissance mèneront à une plante naine.

« Cette propriété a été découverte par des gens qui voulaient faire des pétunias plus colorés, explique M. Baulcombe. Ils ajoutaient une copie du gène de la couleur à un virus, qui allait se coller sur le gène de la pigmentation. Ils se sont au contraire retrouvés avec des fleurs blanches. »

Le système immunitaire végétal est en cause. Quand un virus infecte une cellule, il se colle sur la portion de la cellule qui fabrique les protéines (l'acide ribonucléique, ou ARN, un cousin de l'ADN). La cellule infectée multiplie ainsi les copies du virus. Mais ce faisant, l'ARN de la cellule voit sa taille doubler. L'équivalent végétal du système immunitaire reconnaît

cette taille anormale et détruit l'étranger, selon M. Baulcombe. C'est ainsi qu'une double copie d'un gène entraîne la suppression de la caractéristique que ce gène encode.

La génomique

Cette découverte accélérera le développement de nouvelles variétés de plantes. Les archives génétiques de plusieurs espèces sont sur le point d'être complètement cartographiées, mais les chercheurs ne savent pas à quoi servent la majorité de ces gènes. Avec le « silencieux génétique », on peut faire taire un gène mystérieux et observer les changements sur la plante, fait valoir M. Baulcombe, qui a travaillé deux ans à l'Université McGill, à la fin des années soixante-dix.

La rapidité de la génomique, la science qui identifie ce à quoi servent les gènes, départagera les gagnants des perdants en biotechnologie. Comme seule l'utilisation des gènes pourra être brevetée, chaque pays veut que ses chercheurs arrivent les premiers à identifier les gènes les plus « payants » dans les plantes.

Le Royaume-Uni, qui depuis l'Empire britannique entretient des banques d'espèces végétales, a investi beaucoup pour que le centre John Innes demeure au premier rang de la biologie européenne. La plupart des plantes transgéniques actuellement cultivées ont été conçues aux États-Unis, mais l'Europe veut rattraper son retard. L'Allemagne, notamment, a redirigé les fonds auparavant réservés à la chimie, afin de se tailler une place dans l'agriculture de demain.



Le centre de recherches John Innes a réussi le premier décodage du « silencieux génétique », un mécanisme biologique qui empêche l'expression de gènes d'un organisme.



La nature ressemble à un Léonard de Vinci frappé d'amnésie partielle à chaque fois qu'il termine la Joconde : il oublie tout ce qu'il a vécu depuis qu'il a commencé le tableau.

La nature, un peintre amnésique

MATHIEU PERREAULT
NORWICH, Angleterre

Si les gens ne comprennent pas bien le génie génétique, c'est parce qu'ils le voient comme une industrie, selon un phytogénéticien du centre de recherches

John Innes, à Norwich. La nature est une artiste plutôt qu'une usine de voitures.

Pour Enrico Coen, la nature ressemble à un Léonard de Vinci frappé d'amnésie partielle à chaque fois qu'il termine la Joconde : il oublie tout ce qu'il a vécu depuis qu'il a commencé le tableau. « Quelqu'un qui verrait des dizaines de copies de Mona Lisa conclurait que c'est un processus déterministe : Léonard a forcément une idée en tête, toujours la même quand il se met à l'ouvrage, selon cet observateur. Mais pour Léonard, c'est une découverte à chaque fois : il ne connaît pas le résultat. »

La génétique s'est récemment débarrassée d'une conception déterministe de l'évolution. « Selon la conception traditionnelle de la biologie, les gènes forment une sé-

rie d'instructions qui sont exécutées par un oeuf fertilisé », explique M. Coen, en entrevue dans son bureau rempli de photos de fleurs en gros plan. « Il y a des gènes pour la grandeur, l'intelligence, etc. Le résultat final est un organisme vivant. »

L'idée de la manufacture s'intègre bien à l'industrie. Mais ce déterminisme mène au cercle vicieux de l'oeuf et de la poule. « Dans un gène, certaines instructions encodent une autre série d'instructions, qui expliquent comment suivre les premières... Ça tourne en rond et ça n'a pas de sens. »

Envisager un être vivant comme une usine de voitures oblige à considérer séparément le plan contenu dans les gènes et son exécution. Mais les deux sont inséparables. « C'est beaucoup mieux de comparer le développement à un processus créatif comme la peinture, affirme M. Coen, qui étudie le développement des fleurs. L'artiste n'obéit pas à une série d'instructions. Il met des couleurs sur la toile ; puis il regarde le résultat et ça lui donne d'autres idées pour ajouter d'autres couleurs. L'interaction est continue. Ce n'est pas de la

peinture à numéros : le résultat n'est pas connu dès le premier coup de pinceau. »

De la même manière, les gènes d'un organisme sont influencés par son développement. À mesure qu'un organisme croît, les différents gènes sont « réveillés » et entrent en action. La série d'instructions que suit chaque gène influence d'autres gènes : à quel moment ils entreront en jeu, et même quelle sera leur action.

« Et pourtant, l'organisme final doit être contenu en puissance dans l'oeuf », observe M. Coen, pour qui la créativité n'exclut pas le déterminisme. « Ce que l'artiste fait n'est pas totalement sans contraintes. Il y a toujours son environnement, sa biologie. Léonard de Vinci ne peignait pas comme Picasso. »

Si beaucoup de gens ne comprennent pas la génétique, c'est peut-être lié à la mauvaise conception que se fait Monsieur Tout-le-Monde de l'art, avance M. Coen, qui a écrit *The Art of Genes* pour vulgariser les derniers progrès de la génétique. « Nombreux sont ceux qui pensent que lorsque l'artiste commence à peindre, il a exactement en tête le tableau qu'il fera. »

Entrevue avec... *Sylvie Fréchette*

La vie avec ou sans médailles



Nathalie Petrowski

La jeep blanche vient de s'arrêter à une intersection au milieu de nulle part dans le désert du Nevada. Devant nous, il y a l'horizon à perte de vue, un infini hérissé de montagnes ocre et de paysages chauves qui sèchent sous un soleil de plomb. Du doigt, Sylvie Fréchette me montre un semblant de centre commercial qui fait figure d'oasis en plein désert. « Ça, c'est le cinéma que je fréquente, là c'est le Jitters où je viens prendre mon café, à gauche y'a le gym où je m'entraîne et plus loin le Home Depot. »

Nous sommes à dix minutes de la maison en faux stucco beige que la championne olympique habite avec ses deux chats Dali et Shakespeare et avec Pascal Van Strydonck, un sonorisateur du Cirque du Soleil qu'elle a rencontré pendant les répétitions de *O*.

Nous sommes surtout au coeur du nouveau monde de Sylvie Fréchette : un monde vide et nu qui lui rappelle cruellement tous les jours à quel point elle s'ennuie de Montréal, de ses cafés, de son *Voir* hebdomadaire, de son Festival de la nouvelle danse, mais un monde qui, paradoxalement, la calme et lui permet de découvrir lentement mais sûrement qui elle est.

« À Montréal, je vivais à 200 milles à l'heure mais je ne grandissais pas. Fallait toujours que je reste la même petite Sylvie que les gens ont découverte pendant les Jeux d'Atlanta. J'aurais pu me teindre en platine, m'habiller en cuir et sortir avec un Hells Angels, j'aurais toujours été Super Sylvie, la championne et la sainte. À la longue, c'était devenu étouffant. »

Il y a un an, lors de la première de *O* au Bellagio, un luxueux hôtel de 1,6 milliard érigé au coeur de Las Vegas, Sylvie avait les cheveux courts, un anneau dans le nombril et un tatou en forme de soleil à la cheville. Depuis, ses cheveux ont repoussé, son anneau est tombé. Seul le tatou est demeuré comme le vestige non pas d'une blessure, mais d'une guérison.

À l'époque, Sylvie portait encore sa bague olympique sertie d'un diamant. Un jour, dans un supermarché de Vegas, la caissière lui a demandé, en lorgnant le bijou, si elle avait déjà été aux Olympiques. Fréchette a sursauté comme si elle venait d'être prise en flagrant délit d'imposture. En rentrant à la maison, elle a rangé la bague dans un tiroir et n'y a plus jamais touché. « Ici la

championne olympique n'existe plus », dit-elle sur un ton catégorique et sans appel.

Les psys diraient sans doute que Sylvie Fréchette est venue à Las Vegas négocier la difficile transition entre le rêve narcissique olympique et la vie normale.

Comme la vaste majorité des champions, Sylvie Fréchette a connu les hauts et les bas de l'idéal olympique, l'euphorie de la victoire puis l'affolant vide du retour à la réalité. Comme des champions, elle a mis des années à monter jusqu'au sommet mais seulement quelques mois à tomber en bas de son piédestal.

À son retour des Olympiques, elle avait beau être sollicitée de partout, notamment par la Banque Nationale avec laquelle elle signe encore à l'occasion des contrats, elle ne savait plus qui elle était, ce qu'elle faisait, à quoi sa vie rimait. Aussi s'est-elle en quelque sorte enfuie à Las Vegas.

« Au début, avec le Cirque, je m'en allais nager d'abord, puis m'entraîner ensuite. Nager était ma seule et unique priorité, mais tu ne peux pas faire deux choses en même temps sans que les deux en souffrent, je l'ai compris assez vite, merci. C'est pourquoi au début j'étais stressée, tendue, je me blessais constamment et tous les soirs je rentrais chez moi en brillant. »

Et puis au mois de mai dernier, Sylvie s'est blessée gravement à la rotule, au point de devoir subir une chirurgie. Immobilisée et en béquilles, elle ne pouvait plus se produire tous les soirs dans *O*. Le répit ne devait être que temporaire. Mais en cours de route, Sylvie a compris que le temps était peut-être venu de tourner la page et de faire le deuil de sa grande passion dans la vie. Elle ne se souvient pas exactement comment ça s'est produit. Elle se souvient seulement des paroles de sa mère : « Tu t'en mets trop sur les épaules, Sylvie. Pourquoi tu n'arrêtes pas de nager avant de te faire mal pour de bon ? »

Le lendemain, la nageuse demandait à la direction du Cirque du Soleil de transformer son contrat d'artiste-entraîneur en un contrat d'entraîneur-chorégraphe.

Maintenant, Fréchette se produit une fois chaque deux semaines, histoire de maintenir sa forme, mais ce n'est plus comme avant. Elle grelotte en sortant de l'eau, qui est devenue pour elle un simple élément plutôt qu'une raison d'être.

Depuis, Fréchette se consacre corps et âme à la quinzaine de nageuses pour lesquelles elle est à la fois la mère, la soeur, la *coach*, la patronne et la tortionnaire.

Les nageuses sont pour la plupart des Québécoises, mais il y a aussi une poignée d'Américaines et deux nageurs français qui constituent le corps fluide de *O*.

Fréchette se plaît à raconter qu'elle a de tout

pour faire un monde dans son équipe : des gays, des *straights*, des mères de famille, des *flyées*, des nageuses olympiques, des gymnastes, des petites puces en peine d'amour qu'elle a dû consoler, des sirènes



PHOTO PC

Sylvie Fréchette : « À Montréal, je vivais à 200 milles à l'heure mais je ne grandissais pas. Fallait toujours que je reste la même petite Sylvie que les gens ont découverte pendant les Jeux d'Atlanta. »

survoltées qu'elle a dû ramener dans le droit chemin. Au début, les entraînements se déroulaient en français pour accommoder la majorité québécoise. Fréchette s'est rendu compte que ce n'était pas rendre service à des filles qui s'en allaient à Las Vegas sans parler un traître mot d'anglais. Les filles ont protesté. Rien n'y fit.

« J'ai *bucké* et toutes les fois où elles me parlaient en français, je leur répondais en anglais. J'ai fini par gagner mon point. Aujourd'hui toutes mes nageuses sont bilingues », affirme-t-elle avec un petit sourire victorieux.

Quand elle nageait avec la troupe de *O*, Fréchette avoue qu'elle avait de la difficulté à imposer son autorité. Les nageuses la voyaient comme l'une des leurs. Aujourd'hui, quand la patronne parle, les filles se taisent. Celles qui désobéissent se font vertement semoncer, comme peut en témoigner une équipe de la CBC venue filmer Fréchette il y a quelques mois.

« Un jour, j'ai piqué une crise et je me suis mise à crier après les filles. La caméra a évidemment tout filmé mais je n'ai pas demandé au réalisateur de couper la scène. Je lui ai seulement dit : ' Comme tu vois, Sylvie Fréchette n'est pas toujours gentille, parfaite et souriante. ' »

Pour avoir assisté à une séance d'entraînement dans l'immense piscine du théâtre *O*, la semaine dernière, je peux en attester.

Assise au bord du bassin de 1,5 million de gallons d'eau, l'air sérieux et concentré, une feuille noire de notes à ses pieds, la nageuse

n'entend pas à rire pendant les entraînements. Elle n'accepte pas les retards ni les folies. Les filles doivent demander la permission avant de s'absenter, y compris pour aller aux toilettes. En même temps, lorsqu'une des plus jeunes, les mains plaquées sur le ventre et le corps tordu de crampes, lui demande un répit, Fréchette, le regard plein de compassion, redevient sainte Sylvie, la mère Teresa de la nage synchronisée.

« Y'a rien de pire pour une nageuse que d'être menstruée. On a des crampes à n'en plus finir. Des fois, à cause de l'effet d'entraînement, on est toutes menstruées en même temps. Ça fait une joyeuse bande de chipies souffrantes », me glisse-t-elle à l'oreille.

Il n'y a pas que les crampes. Il y a aussi les blessures causées par les faux mouvements, la déshydratation causée par l'air sec du désert, l'énorme pression de l'eau lorsqu'elle se retire de la scène et manque d'emporter les nageuses dans le courant. Bref, l'extraordinaire beauté d'*O* est proportionnelle à son niveau de difficultés et de dangers. Mais tant que le public est au rendez-vous et en redemande, Fréchette trouve que l'effort en vaut le coup. Mieux : elle ne s'ennuie pas une minute du monde olympique.

« Ceux qui trouvent que ce que je fais maintenant est moins noble qu'avant sont complètement dans le champ, affirme-t-elle. D'abord, l'idéal olympique c'est bien beau, mais quand t'es obligée de faire un test d'urine en sortant de la piscine, et par test d'urine, j'entends que t'es obligée de faire pipi devant

une madame, pas dans les toilettes, DEVANT, au cas où tu te serais rentré un condom rempli de l'urine d'une autre, c'est pas très noble. Quand en plus, on te fait passer un test de féminité en te raclant l'intérieur de la bouche pour s'assurer que tu es bien une femme, tu trouves que Las Vegas c'est finalement pas si vulgaire que ça. »

Même l'humiliante bonbonne d'oxygène qu'elle n'avait jamais utilisée avant et qui l'accompagne maintenant dans l'eau, trouve grâce à ses yeux. « Une bonbonne, pour moi, ce n'est pas de la triche. C'est un outil de travail qui me permet de rester sous l'eau autant que je veux. Pour moi qui ne connaissais pas ça, c'est le bonheur. »

Dire que Sylvie Fréchette a trouvé le nirvana au Nevada serait exagéré. Reste qu'elle a signé un nouveau contrat avec le Cirque du Soleil jusqu'en janvier 2001. Elle a aussi fait venir de Montréal ses deux divans jaunes préférés ainsi qu'une armoire canadienne, histoire d'égayer son faux stucco de vrai bois. Elle a même commencé à parler d'enfants avec Pascal. Pas pour tout de suite, parce que je ne suis pas encore prête, précise-t-elle, mais bientôt.

En attendant, elle sert de maman non seulement aux nageuses mais aux jumelles Steben, deux acrobates qu'elle a prises sous son aile. L'autre jour, après avoir vu les jumelles répéter une routine avec Fréchette, le directeur artistique l'a complimentée sur son travail. Fréchette me raconte l'incident en rougissant de plaisir et d'émotion. C'était, dit-elle très sérieusement, mieux que n'importe quelle médaille.

Vous contrôlerez tout... sauf votre euphorie.



La TL 2000 à 36 000 \$*

L'Acura TL est équipée de façon impressionnante : moteur VTEC de 225 chevaux • boîte séquentielle SportShift à cinq vitesses • système de traction asservie (TCS) • phares à décharge de haute intensité (HID) • suspension indépendante à double fourchette aux quatre roues • chaîne sonore Bose® avec lecteur CD • sièges avant chauffés en cuir • coussins gonflables avant et latéraux • toit ouvrant électrique • service d'assistance routière 24 heures sur 24. Renseignements supplémentaires au 1 888 9-ACURA-9.

*P.D.S.E. de la 3.2TL 2000. Transport et préparation (350 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le prix de vente du concessionnaire peut être inférieur. Pour plus de détails, consultez votre concessionnaire Acura. ®Bose est une marque déposée de Bose Corporation.



Une vision qui inspire un élan de passion.

Lanaudière

Veut-on vraiment sauver la maison Bélisle ?

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Pendant que la Ville de Terrebonne et le ministère de Culture et des Communications tergiversent au sujet de l'avenir de la maison Bélisle, classée monument historique et lourdement endommagée par les flammes le 5 février 1999, des résidents du Vieux-Terrebonne se sont regroupés afin de faire pression pour qu'elle soit restaurée avant que les murs ne s'effondrent complètement.

« Il nous paraît scandaleux et inconcevable que dans le dossier du deuxième site historique en importance au Québec, on fasse preuve d'autant de laxisme », est-il écrit dans une lettre envoyée par le comité pour la sauvegarde de la maison Bélisle à un représentant du ministère, Jean-Guy Prince, avec copie au maire de Terrebonne, Jean-Marc Robitaille.

Tout indique que c'est principalement une question de sous si rien n'a encore été fait pour remettre en bonne condition cette maison qui est la deuxième plus vieille de la couronne nord.

Pour le mouvement, dont la porte-parole est Mme Henrietta Picard, il est plus que temps que les autorités passent à l'action car les murs se détériorent, les panneaux sont recouverts de graffitis injurieux, les briques s'effritent et les risques de vandalisme et d'un nouvel incendie sont toujours présents.

Le regroupement a fait circuler une pétition cet été et plus de 1000 signatures de personnes habitant la région, et même de l'extérieur du pays, ont été recueillies.



Des résidents du Vieux-Terrebonne se sont regroupés afin de faire pression pour que la maison Bélisle, classée monument historique et lourdement endommagée par les flammes le 5 février 1999, soit restaurée avant que les murs ne s'effondrent complètement.

« Québec nous dit qu'il y a un moratoire sur les projets de restauration de maisons historiques, mais personne ne peut nous donner la date de son expiration », a mentionné Mme Ginette Lamontagne, du comité de sauvegarde.

Dans la lettre envoyée à M. Prince, le co-

mité de sauvegarde de la maison Bélisle pose des questions : Pourquoi un moratoire ? Pourquoi après un an ? En sommes-nous toujours au stade de l'ébauche et des promesses ?

« Dans l'esprit des membres du comité, le but premier du classement d'un bâtiment comme monument historique est de le protéger contre toute source de détérioration et d'entretenir la mémoire collective. Sommes-nous dans l'erreur ? » se demandent Mme Picard et son groupe.

Mercredi, *La Presse* a contacté le maire Robitaille et il a indiqué que, pour la Ville et lui-même, la sauvegarde de la maison Bélisle est primordiale. « Il est nécessaire de la sauvegarder, c'est à cause d'elle que le secteur historique du Vieux-Terrebonne a été délimité. Nous sommes en contact avec le ministère et là aussi, on est pour sa sauvegarde. Nous attendons le positionnement du minis-

tère », a déclaré M. Robitaille.

La Ville aimerait l'intégrer au projet d'agrandissement du Théâtre du Vieux-Terrebonne. « Je suis en contact régulier avec notre société de développement. Je sais que les propriétaires de la maison ont aussi des projets », a ajouté le maire.

Ce bâtiment appartient à M. Hilario Carvalho et à sa femme Michelle Mentink, propriétaires du restaurant la Delizia, situé dans le même pâté que la maison Bélisle.

Lors d'un entretien téléphonique, Mme Mentink a indiqué que son mari et elle étaient pour la sauvegarde de la maison et qu'ils voulaient réaliser d'intéressants projets en trois phases.

Elle n'est pas contre l'idée de la vendre si le prix est intéressant. « Mais, précise-t-elle, nous n'avons reçu aucune offre de la Ville. Ce dossier est très politique. Dans les journaux locaux, on nous a accusés de ne rien faire et il a été écrit que c'est la Ville qui a placardé. Mais moi, je peux vous dire que c'est mon mari qui a placardé les fenêtres, en plus de mettre un plastique pour protéger les ruines. Il a aussi lavé les murs afin de faire disparaître les graffitis. Il a dépensé au moins 1300 \$ en divers achats pour la protection de la maison. »

Le couple Mentink-Carvalho aimerait bien aller plus rapidement, mais il manque d'argent. Les assurances n'ont pas réglé au complet à la suite de l'incendie. Ils sont en pourparlers avec la caisse populaire au sujet d'un prêt.

Éventuellement, Mme Mentink aimerait bien aménager une terrasse extérieure, ce qui permettrait d'augmenter la capacité d'accueil de ce restaurant de fine cuisine italienne.

La maison Bélisle a été construite en 1760. Elle avait résisté, le 1^{er} décembre 1922, à une conflagration qui avait rasé au moins 126 propriétés situées dans le voisinage. Elle a été construite pour le forgeron Wilfrid Bélisle et elle a été classée monument historique en 1973.

Dans sa démarche, le comité pour la sauvegarde de la maison Bélisle a reçu l'appui d'Héritage Montréal et du professeur d'histoire et protecteur du patrimoine Luc Noppen, de l'Université Laval. Ce dernier précise que ce bâtiment est un joyau du Vieux-Terrebonne, une des rares maisons du milieu du XIII^e siècle que la région de Montréal conserve encore.

Jean-Paul.Charbonneau@lapresse.ca

Cœur à cœur

De la collection classique de bijoux à diamants Birks.

Collier en forme de cœur, or blanc 18 carats, 950 \$.

En exclusivité chez Birks.

Boucles d'oreilles, or 18 carats, 975 \$.

Bracelet « tennis », or blanc 14 carats, 2 700 \$.

(Les articles illustrés ne correspondent pas à la taille réelle.)

BIRKS

DIAMANTS. depuis 1879

BIRKS

1240 Square Phillips 397-2511 • Fairview Pointe-Claire • Centre Rockland • Carrefour Laval • Promenades St-Bruno, 1-800-682-2622 • www.birks.com

2626514

COLLÈGE CDI

Réalisez votre avenir DE TECHNOLOGIE ET DES AFFAIRES

LE MODE D'ENSEIGNEMENT LE PLUS MODERNE AU QUÉBEC

L'avantage CDI

- Mode d'enseignement individualisé
- Plus de 3 000 diplômés en emploi chaque année
- Aide à la recherche d'emploi ciblée
- Début de cours continuél selon des horaires souples

Carrières en technologies de l'information

- Programmeur(euse)-analyste (903.64)
- Techniques de réseaux informatiques (LEA, 10)
- Techniques de micro-informatique (901.91)

No permis 749747

Parlez à un conseiller.

MONTRÉAL	(514) 285-8585
LAVAL	(450) 662-9090
LONGUEUIL	(450) 677-9191
POINTE-CLAIRE	(514) 694-2100
QUÉBEC	(418) 694-0211

Votre succès fait notre fierté depuis 30 ans.

2621967

Comment Raynald Laliberté contribue au bien-être des personnes handicapées.

Refaire le plein d'énergie et d'enthousiasme, ce n'est pas toujours facile pour les personnes vivant avec un handicap et les familles qui les entourent. En œuvrant au profit du Centre Normand-Léveillé, Raynald Laliberté contribue à l'épanouissement physique et intellectuel de ceux et celles dont la vie est ponctuée de défis plus grands à surmonter.

Président du conseil d'administration de la Fondation du Centre Normand-Léveillé depuis trois ans, Raynald est également responsable de la campagne de financement en cours. En plus de donner un répit à leur famille, ses efforts permettent aux enfants, ados, adultes et personnes âgées ayant un handicap de séjourner dans un centre de loisirs sécuritaire et d'avoir accès à des activités sportives, sociales et culturelles.

Éric Lemieux, bénéficiaire du Centre, entouré de ses parents; de l'Honorable Lise Thibault, lieutenant-gouverneur du Québec, à titre d'entraîneur-chef du cabinet de campagne de collecte de fonds; de Normand Léveillé, président fondateur, et de Raynald Laliberté, bénévole.

Raynald précise : « En séjournant au centre, entourés d'animateurs qualifiés, nos bénéficiaires ont l'occasion de développer autonomie et estime de soi. Cela représente beaucoup pour eux et leurs proches. »

Raynald travaille à la Banque Royale, à Montréal. Il n'est qu'un des nombreux bénévoles qui, dans notre région et partout en province, font don de leur personne pour le mieux-être de notre collectivité. Nous tenons à leur dire merci.

Pour offrir votre don à la Fondation du Centre Normand-Léveillé, composez le (514) 278-0369. Merci.

**GROUPE FINANCIER
BANQUE ROYALE®**

© Banque Royale du Canada.

2626662

La crise du camionnage : de nouveaux appuis aux moyens de pression

SIMON DROUIN

Pendant que les camionneurs abitibiens appuyaient massivement le déclenchement de moyens de pression, le prix du carburant diesel a atteint un nouveau sommet, hier. Une situation qui, selon l'Association du camionnage du Québec, menace la survie de plusieurs entreprises de transport.

Réunis hier en assemblée générale à Rouyn-Noranda, les quelque 130 routiers de l'Abitibi membres du Syndicat national du transport routier (SNTR-CSN) ont appuyé à 96 % un plan d'action qui prévoit une série de moyens de pression si le ministre des Transports, Guy Chevrette, ne répond pas à leurs demandes d'ici le 20 février.

En plus d'une modification au Code du travail qui permettrait la syndicalisation, les camionneurs veulent forcer les employeurs à tenir compte de la hausse du coût de l'essence lors de la négociation de contrats.

« On va contacter les donneurs d'ouvrage cette semaine pour savoir ce qu'ils entendent faire à ce sujet », a annoncé, hier soir, Roger Valois, vice-président de la CSN. Si les réponses s'avèrent négatives, les moyens de pression pourrait être déclenchés avant le 20 février, a-t-il ajouté.

Ces moyens de pression vont varier en fonction de la conjoncture et selon les régions, a indiqué Jean

L'Heureux, un représentant du SNTR-CSN. « On parle de ralentissement de la circulation, d'arrêt de travail spontané et ça pourrait même aller jusqu'à une grève générale », a prévenu M. L'Heureux.

Au cours de la dernière semaine, le plan d'action du SNTR a été adopté par les camionneurs de Montréal, de la Mauricie et du Saguenay/Lac-Saint-Jean. La consultation se poursuivra jusqu'au 13 février.

Par ailleurs, l'augmentation sans précédent du prix du diesel est devenue « une question de vie ou de mort » pour plusieurs propriétaires de camions, soutient l'Association du camionnage du Québec, qui regroupe 1000 entreprises de transport.

« Cette fin de semaine, on parle d'une autre hausse de cinq cents le litre, a déploré le président de l'Association, Claude Pigeon. Le prix du carburant a atteint des proportions telles que des propriétaires font faillite et d'autres laissent leurs tracteurs dans la cour. C'est du jamais vu. »

Selon les données de l'Association, le prix à la pompe de l'essence diesel au Québec est passé de 73,3 cents, le 28 janvier, au prix record de 79 cents le litre, hier. Depuis le début de l'année, les propriétaires de camions doivent déboursier 54 % de plus pour remplir les réservoirs de leur flotte.



PHOTO SÉBASTIEN CUSSON, collaboration spéciale

Un mort, trois blessés

Un automobiliste de 27 ans, Steeve Bouly Bilodeau, de Laval, a perdu la vie dans la nuit de samedi à dimanche lorsque le véhicule qu'il conduisait a dérapé, puis fait plusieurs tonneaux avant de s'immobiliser sur le côté. Trois autres personnes qui prenaient place dans le véhicule ont réussi à s'en sortir avec des blessures mineures. L'accident est survenu dans la bretelle du boulevard Saint-Martin menant à l'autoroute des Laurentides.

Autriche: pas d'impact sur le tourisme

ANDRÉ DUCHESNE

La prestation de serment d'un gouvernement autrichien comprenant des membres de l'extrême droite ne semble pas inciter les voyageurs à éviter cette destination touristique.

C'est du moins l'impression qui se dégageait hier chez plusieurs agents de voyages contactés par *La Presse*.

« On nous pose plus de questions sur ce qui se passe à Punta Cana (en République dominicaine) car les voyageurs ont entendu parler d'un cas de malaria qui se serait déclaré là-bas », résume Micheline Tremblay, agente chez Voyages du Suroît à Valleyfield.

En fait, les bouleversements politiques en Autriche auraient peu de conséquences ici pour deux raisons. D'abord, parce que ce pays d'Europe n'est pas une destination prisée des vacanciers. Ensuite, parce que la vente des forfaits estivaux pour l'Europe n'est pas encore

amorcée.

« Les programmes Europe ne sont pas encore sortis et les gens ne posent pas de questions là-dessus. Même dans le milieu du voyage, ce qui se passe en Autriche ne fait pas l'objet de discussions », indique Christiane Ouimet du Club Voyages Outremont.

Et durant la saison hivernale, les Québécois avides de découvrir de nouvelles destinations pour le ski préfèrent le Colorado, la Suisse, la France ou la région du Val-d'Aoste dans le nord de l'Italie.

D'autres spécialistes, tels Omar

Ali, propriétaire de l'agence Franair dans le centre-ville, croient que la situation est encore trop floue et trop récente pour en mesurer l'impact.

La semaine dernière, une dépêche soulignait l'inquiétude des professionnels du tourisme autrichien face à l'arrivée des extrémistes de droite au gouvernement. Ils disaient craindre des pertes financières importantes, imputables à l'annulation de nombreux séjours par les vacanciers étrangers.

Pénurie de médecins: coalition des régions

CAMILLE BEAULIEU
collaboration spéciale

Laval a rejoint hier le front commun des conseils régionaux de développement (CRD), qui veulent favoriser une solution définitive à la pénurie des médecins au Québec.

Le front commun se compose maintenant de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue, de l'Estrie, du Saguenay-Lac-St-Jean, de la Mauricie, du Bas-St-Laurent et de Laval. On espère que la Côte-Nord et la Gaspésie vont se rallier au cours des prochains jours. Cette coalition des régions souhaite modifier le rapport de forces entre le gouvernement et les fédérations médicales pour contraindre les médecins à renoncer à certains privilèges qui accentuent et perpétuent les pénuries dans plusieurs régions.

« On n'a pas exactement les mêmes problèmes que les régions éloignées, a estimé hier Jean-Louis Bédard, président du CRD de Laval, mais on veut participer au règlement pour l'ensemble du Québec. »

Les présidents de CRD réunis hier à Longueuil se sont mis d'accord pour déplorer que les pénuries de médecins constituent un frein majeur au développement économique de plusieurs régions.

Le prix Condorcet au Comité des orphelins de Duplessis

Presse Canadienne

Le Comité des orphelins de Duplessis a reçu le prix Condorcet du Mouvement laïque québécois, qui veut ainsi souligner une contribution à la laïcité au Québec.

Le mouvement souligne que la lutte du Comité pour le rétablissement de la dignité et des droits des victimes démontre la nécessité de la séparation des pouvoirs politiques et religieux au Québec.

« Les citoyens représentés par le Comité des orphelins de Duplessis ont été les victimes de la collusion des pouvoirs politiques et religieux qui ont violé leurs droits fondamentaux les plus élémentaires, a souligné le président du Mouvement laïque, Daniel Baril. Leur action menée auprès du gouvernement du Québec, de l'Assemblée des évêques et du Collège des médecins afin de rétablir leur dignité s'inscrit résolument dans l'optique d'un idéal laïque. »

Le prix Condorcet a été institué en 1993 par le MLQ, à la mémoire du philosophe, mathématicien et homme politique français Jean Antoine Nicolas de Caritat, marquis de Condorcet (1743-1794). Il est considéré par certains comme le penseur de la laïcité moderne et de la démocratie républicaine.

Coopération souhaitée entre cégépiens anglophones et francophones

Presse Canadienne

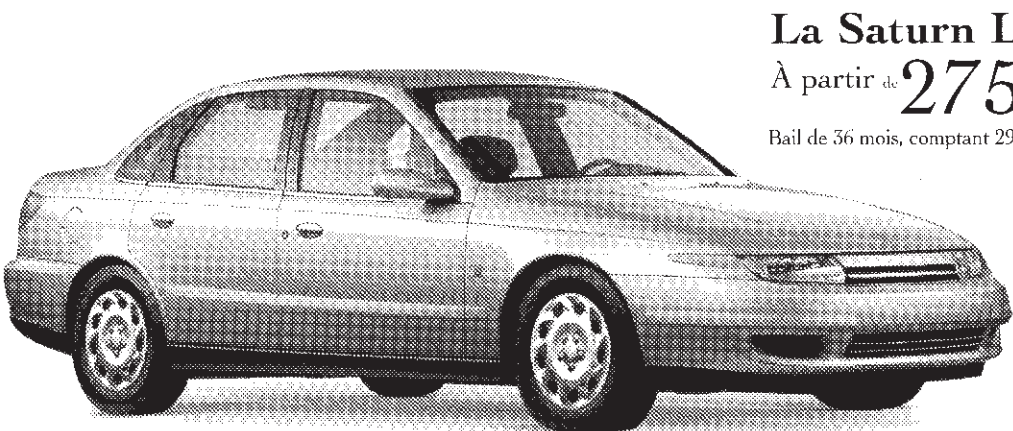
La Federation of anglophone cegep students (FACS) lance une campagne pour promouvoir une meilleure compréhension et davantage de coopération entre jeunes anglophones et francophones.

La FACS, qui compte environ 8000 membres dans divers cégeps de la province, affichera notamment un poster dénonçant que la langue parlée puisse être source d'isolement.

La FACS entend de plus relayer l'information qui circulera autant au Sommet du Québec et de la jeunesse qu'au sommet parallèle, qui auront lieu dans deux semaines.

La porte-parole de la FACS, Axielle Reid, a expliqué hier que ce rapprochement était souhaitable parce que les associations étudiantes francophones sont « plus grandes, plus fortes, mieux établies, et qu'on peut apprendre de leur expérience ».

Elle aussi rappelé que les associations anglophones et francophones « luttent pour les mêmes choses ».



La Saturn LS1 2000
À partir de **275\$**/mois

Bail de 36 mois, comptant 2950 \$. PDSF : 23 650 \$

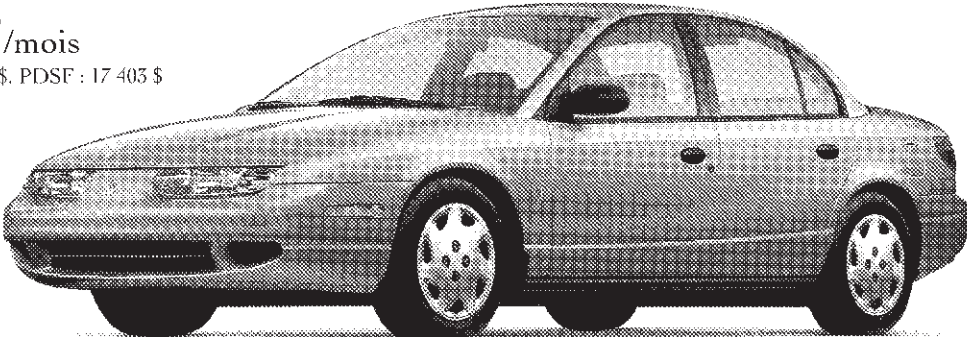
La nouvelle intermédiaire LS1 2000

	Saturn LS1	Accord LX	Camry CE
Modèle	ZJU19-1SD	CG564YE	BG22KP-B
Moteur	2.2L DACT	2.3L SACT	2.2L DACT
Transmission automatique	Oui	Oui	Oui
Lève-glaces et miroirs électriques	Oui (avec miroirs chauffants)	Oui (avec miroirs chauffants)	Oui
Panneaux de polymère résistant aux chocs et à la rouille	Oui	Non	Non
Filtre à pollen	Oui	Oui	Non
Radio	AM/FM stéréo avec lecteur CD et 8 haut-parleurs	AM/FM stéréo cassette et 4 haut-parleurs	AM/FM stéréo avec lecteur CD et 4 haut-parleurs
Régulateur de vitesse	Oui (avec contrôle sur le volant)	Oui (avec contrôle sur le volant)	Oui
Verrouillage électrique	Oui (avec télécommande)	Oui	Oui
Système antivol	Oui (avec déclenchement d'alarme)	Oui	Non
Assistance routière	Oui	Non	Oui
Garantie de remboursement de 50 jours	Oui	Non	Non

Vous trouvez nos voitures excitantes.
Ce n'est rien à côté de nos mensualités.

La Saturn SL1 2000
À partir de **216\$**/mois

Bail de 36 mois, comptant 2000 \$. PDSF : 17 403 \$



Notre populaire compacte SL1 2000

	Saturn SL1	Civic SE	Corolla V6
Modèle	ZZH69-1SC	EJ651YXV	BR12EP-B
Moteur	1.9L SACT	1.6L SACT	1.8L DACT
Transmission automatique	Oui	En option	Oui
Air climatisé	Oui	Oui	Oui
Panneaux de polymère résistant aux chocs et à la rouille	Oui	Non	Non
Banquette arrière 60/40	Oui	Oui	Oui
Radio	AM/FM stéréo avec lecteur CD	AM/FM stéréo	AM/FM stéréo avec lecteur CD
Essuie-glace	Intermittence variable	Intermittence fixe	Intermittence variable
Assistance routière	Oui	Non	Oui
Garantie de remboursement de 30 jours	Oui	Non	Non



Meilleure satisfaction globale de la clientèle parmi tous les fournisseurs de services.

Comme la famille Saturn s'agrandit sans cesse, il est normal que nos nouvelles voitures prennent de l'expansion. C'est que les familles d'aujourd'hui ont des besoins grandissants, c'est bien connu. Qu'à cela tienne, notre nouvelle série-L offre même un plus gros moteur : un V6 optionnel développant 182 chevaux-vapeur. Elle repose sur les mêmes principes privilégiés depuis toujours par Saturn : les panneaux en polymère résistant aux chocs et à la rouille, la carrosserie caisson modifiée en acier et, bien sûr, notre fameuse garantie de remboursement de 30 jours ou 2500 km. Besoin de preuves? Passez chez votre détaillant Saturn pour en faire l'essai... de préférence avant d'aller faire votre épicerie. Les mensualités indiquées tiennent compte du PDSF établi pour les LS1 et SL1 2000, et comprennent le transport, la taxe d'accise et la préparation à la route. L'immatriculation, les taxes et les assurances ne sont pas incluses. Un dépôt de garantie remboursable de 400 \$ et de 300 \$, respectivement, ainsi qu'un versement initial vous seront demandés. Ces mensualités sont basées sur un contrat de location de 36 mois assujéti d'un programme de bas kilométrage (60 000 km alloués); chaque kilomètre supplémentaire ne coûte que 12 ¢. Le taux de location de Saturn de 3,9 % est sujet à l'approbation de crédit. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.



Pour faire tout autrement
www.saturncanada.com 1 888 4SATURN

J.D. Power and Associates 1999 Canadian Customer Commitment Study™ : étude menée parmi 9218 consommateurs. www.jdpower.com

Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
(450) 437-6317
(Autoroute 15, sortie 25)

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
(514) 385-9191
www.bourassauto.com

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
(450) 672-2500
www.gravel.qc.ca

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
(514) 342-2222
www.decariesaturn.com
(Angle Van Horne)

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
(514) 861-2000
www.gravel.qc.ca
(Angle Cathcart et McGill College)

Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, Papineau
Montréal
(514) 385-7222
www.mondial-ssi.com

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
705, boul. des Seigneurs
Terrebonne
(450) 964-1374

West Island Saturn Saab Isuzu
9775 Transcanadienne
Ville St-Laurent
(514) 332-4424
www.westisland-ssi.com
(autoroute 40 à l'ouest de l'autoroute 13)

Rive-Sud-Montérégie

« Le prolongement de la 30, c'est vital »

— *Jean-Noël Côté, président du Comité d'action régional pour l'autoroute 30*

MARTHA GAGNON

« Depuis 1968, on a avancé tronçon par tronçon, de Sorel à Châteauguay. Maintenant, il faut donner le grand coup pour terminer l'autoroute 30. C'est vital pour le développement économique de la Montérégie et même de la grande région de Montréal. »

Jean-Noël Côté, président du Comité d'action régional pour l'autoroute 30, espère que Québec et Ottawa manifesteront leur volonté politique dans les prochains mois. « Non seulement la 30 doit faire partie du plan de transport que le ministre Guy Chevrette s'apprête à déposer, mais elle doit figurer en tête de liste. Sans autoroute, une région décline. Dans la MRC de Beauharnois, le taux de chômage est de 14 % par rapport à 7 % à Vaudreuil-Soulanges où il y a la 40 et la 20. » Il précise que la Montérégie compte 1,3 million d'habitants et représente 25 % de l'activité économique du Québec.

Issu du milieu, le comité regroupe une cinquantaine de membres provenant du domaine économique, municipal, syndical, social et autres. « Ça fait des années qu'on pousse pour réaliser le raccordement de la 30 à l'autoroute 20 jusqu'à Vaudreuil. On ne lâchera pas, affirme le président. Jamais un projet n'a suscité une telle unanimité dans le milieu. »

Et il ajoute : « Les ministres des Transports passent mais notre comité persiste. Nous avons acquis une force et une crédibilité. »

Toutes les étapes de consultation ont été franchies. Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et la Commission de protection du territoire agricole ont donné leur approbation.

Conçu au début des années 60, le projet de la 30, baptisé à l'époque « l'autoroute de l'Acier », a évolué sous la responsabilité de plusieurs ministres des Transports, tronçon par tronçon. Le dernier, de 11 km, entre Brossard et La Prairie, a été inauguré en 1995. Il n'y a pas eu d'autres réalisations depuis.

« Une fois complétée, l'autoroute 30 sera un lien rapide est-ouest qui favorisera les échanges économiques et permettra aux camions de transport de marchandises de contourner l'île de Montréal. D'après des données, sur les 14 000 camions qui entrent quotidiennement dans la région montréalaise, le quart est en transit », explique M. Côté.

Une récente étude du ministère des Transports, réalisée en collaboration avec la MRC Beauharnois-Salaberry, démontre aussi que la route nationale 132, actuellement utilisée par le camionnage lourd, représente des risques pour le transport des matières dangereuses.

**Le plus grand défi :
deux ponts de 200 mns**

Le parachèvement de l'autoroute représente un investissement de 600 millions. Il reste 42 km à construire sur les 150 km que totalisera l'axe routier, une fois complété.

On doit maintenant relier Châteauguay à l'autoroute 20 jusqu'à Les Cèdres, sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent, dans les limites de Vaudeuil. Il y a aussi un tronçon de 7 km qui doit être réalisé dans la zone urbanisée de Candiac à Sainte-Catherine. Il représente à lui seul 104 millions. Dans ce cas, les expropriations ont été réalisées mais le processus de consultation n'est pas terminé.

La construction de deux ponts importants, dont le coût global est évalué à plus de 200 millions, constitue le principal défi. Celui qui doit traverser le canal de Beauharnois et la voie maritime sera d'une longueur de 2,7 kilomètres (le pont Jacques-Cartier, sans les emprises, mesure 3 km) et d'une hauteur de 36 mètres (120 pieds). Il représente à lui seul 138 millions.

L'autre pont de 1,8 km coûtera 75 millions et traversera le fleuve Saint-Laurent pour rejoindre la municipalité Les Cèdres.

On comprend que le ministre Chevrette ait récemment tendu la main au gouvernement fédéral pour qu'il assume la construction du pont au-dessus de la voie maritime. Ce qui, selon lui, permettrait d'accélérer grandement les travaux.

« C'est sûr qu'il faut aller frapper à la porte d'Ottawa, dit Yves Daoust, préfet de la MRC Beauharnois-Salaberry. L'autoroute ne peut être complétée sans l'apport du gouvernement fédéral qui doit s'impliquer. L'investissement de 500 millions peut paraître énorme mais il sera échelonné sur plusieurs années. Nous avons fait la démonstration que la 30 est un projet rentable sur le plan économique. Notre dossier ne comporte aucune fausse note. »

Et le secteur privé ? M. Côté ne se fait pas d'illusions. « La plus grande part devra provenir des gouvernements. Nous n'avons encore aucune indication que le privé pourrait contribuer au projet. »

Il précise qu'Hydro-Québec, dont la centrale électrique de Beauharnois engendre des revenus de

plusieurs millions, a déjà été approché pour la construction du pont au-dessus du canal. « La société nous a clairement dit qu'elle n'était pas là pour construire des ponts mais produire de l'électricité. »

Le président du comité souligne que l'étude dévoilée récemment par la Société fédérale des ponts Champlain et Jacques-Cartier confirme l'urgence de compléter l'autoroute 30. « C'est peut-être de l'opportunisme politique, comme le pense M. Chevette, mais les données sont tout de même convaincantes. Si on ne fait rien maintenant, on va se retrouver avec des problèmes de congestion terribles. Et l'économie va en souffrir. »

Le ministre Chevrette a affirmé récemment que le prolongement de la 30 était une nécessité, mais il y a aussi les travaux d'amélioration de la Métropolitaine, le prolongement de la 25 et tous les autres projets de transport en commun. « On a tellement attendu pour régler les problèmes de transport dans la grande



PHOTO ARMAND TROTTIER / *la Presse*

Jean-Noël Côté, président du Comité d'action régional pour l'autoroute 30, et Yves Daoust, préfet de la MRC Beauharnois-Salaberry, affirment que le prolongement de la 30 est une nécessité économique.

région de Montréal qu'on a l'impression que tous les besoins surgissent en même temps, déplore M.

Côté. Il faut une planification rigoureuse pour les prochaines années. On ne bâtit plus des autorou-

Chaque million doit être justifié. »

1 800 BLC-1846

www.banquelaurentienne.com



**BANQUE
LAURENTIENNE**

Aimez-vous votre banque?



5,45%

J'ai l'esprit tranquille
grâce au CPG de la
Banque Laurentienne.
À un taux exceptionnel
de 5,45 % pendant 18 mois
et réinvestissable après
60 jours sans pénalité*,
c'est le placement parfait
pour mon REER.

*Certaines conditions s'appliquent.
Taux sujet à changement sans préavis.

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

7 février 2000

Page A14 manquante

Les étudiants veulent un sommet pour jeunes démunis

ISABELLE HACHEY

À deux semaines du Sommet du Québec et de la Jeunesse, les fédérations étudiantes universitaires et collégiales du Québec (FEUQ et FECQ) fourbisent leurs armes.

Lorsqu'on pénètre dans leurs locaux de la rue Sainte-Catherine, à Montréal, on se bute sur des centaines de pancartes, prêtes à être brandies dans la rue pendant ces trois jours de consultations menées par le gouvernement, du 22 au 24 février.

« Il ne faut pas que ce soit le sommet de l'économie, mais un sommet pour les jeunes, et pas juste pour les jeunes privilégiés, a martelé hier le président de la FEUQ, Daniel Baril. Nous voulons que ce sommet donne d'abord un coup de main aux jeunes qui en ont besoin ! »

M. Baril a reproché aux ministères de l'Éducation, du Travail et de la Solidarité sociale de lancer pêle-mêle quelques mesures éparées destinées aux jeunes, sans véritable stratégie de réinsertion sociale pour les 54 000 démunis de moins de 25 ans au Québec.

Martine Roy, coprésidente du Réseau des carrefours jeunesse-em-

ploi, a proposé qu'un revenu hebdomadaire soit versé aux jeunes en difficulté qui s'engagent à trouver des solutions de rechange à l'aide sociale. Selon elle, un projet pilote en cours dans quelques carrefours jeunesse-emploi laisse présager des résultats encourageants.

Les trois organismes se sont dit incapables de chiffrer une telle demande. Mais selon M. Baril, il s'agit après tout d'un investissement à long terme pour cette génération qui devra « supporter des milliers de retraités » dans quelques années.

Malgré leur évidente réticence, les trois groupes seront présents au Sommet du Québec et de la jeunesse. « Il est important pour nous de représenter ceux pour qui le sommet est très loin devant eux », a expliqué Mme Roy.

« Nous irons défendre les plus démunis », a affirmé la présidente de la FECQ, Geneviève Baril. « Nous avons décidé d'être autour de la table pour marteler des questions importantes, dont celle de l'égalité des chances », a ajouté Daniel Baril.

Reste qu'à en croire le nombre de pancartes tout droit sorties de chez l'imprimeur, les deux fédérations étudiantes ne seront pas seulement assises autour de la table lors de ce sommet largement critiqué avant même d'avoir commencé.



PHOTO ROBERT LEBREUX, collaboration spéciale

Un incendie, un peu de pot

Des plants de marijuana, un boa, des alligators et quelques flammes, voilà ce que les pompiers de Montréal ont découvert hier en début de soirée, lorsqu'ils se sont rendus sur les lieux d'un incendie au 6803, rue Waverly. Le système d'éclairage servant à la culture de la marijuana semble être à l'origine du feu.

Chasse aux phoques ou affrontements?

Presse canadienne

À cause du peu de glace dans les eaux du golfe Saint-Laurent, les chasseurs de phoques pourraient ce printemps être mis en présence de leurs farouches opposants tout près des rives, prévient un biologiste.

La chasse aux phoques du Groenland se déroule habituellement à plusieurs kilomètres des rives, sur les glaces qui se sont formées dans le golfe.

Selon le professeur Pierre-Yves Daoust, du Collège vétérinaire atlantique, dans l'Île-du-Prince-Edouard, des milliers de femelles pourraient cette année venir mettre bas près des rives — et des militants — à cause de la faible quantité de glaces.

« Comme la chasse sera plus visible (du rivage), il pourrait y avoir plus de confrontations que d'habitude » entre chasseurs et militants, estime M. Daoust.

La chasse aux phoques du Groenland a lieu à la mi-mars au nord de l'Île-du-Prince-Edouard. Chaque année, des centaines de chasseurs, la plupart en provenance des Îles-de-la-Madeleine, prennent d'assaut les glaces du golfe pour abattre des milliers de phoques adultes — la chasse aux petits, les blanchons, est interdite.

L'an dernier, le quota de prises fixé par le ministère des Pêches et Océans était de 275 000.

À seulement 269\$ par mois, même le grand méchant loue.



Windstar 2000: la seule minifourgonnette à avoir obtenu une cote de sécurité 5 étoiles pour les collisions frontales et latérales. Le Windstar a obtenu une cote de sécurité 5 étoiles pour les collisions frontales six années de suite^A.

WINDSTAR
LX 2000

269\$*
/mois

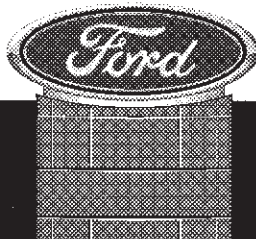
Location 36 mois
Avec mise de fonds de 3 995 \$
TRANSPORT INCLUS

CHOISISSEZ LE PAIEMENT SUR 36 MOIS
QUI VOUS CONVIENT LE MIEUX

Mise de fonds ou échange équivalent	Mensualité
3 995\$	269\$/mois
1 995\$	329\$/mois
0\$	389\$/mois

- Configuration 7 places
- Moteur SEFI de 3,8 L, 200 ch
- Transmission automatique 4 vitesses à surmultipliée
- Freinage antiblocage aux 4 roues (ABS)
- Système antidémarrage SecuriLock^{MC}
- Rétroviseurs, lève-glaces et verrouillage des portes électriques
- Sacs gonflables frontaux de deuxième génération

- Version 4 portes
- Déplacement latéral de la banquette de la 2^e rangée
- Sécurité enfants pour les portes latérales coulissantes
- Dégivreur de lunette arrière électrique
- Climatisation à commande manuelle
- Groupe éclairage
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes



VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC

www.fordquebec.com



Glaces unidirectionnelles non incluses. *Transport inclus. Aucun dépôt de sécurité requis. Mise de fonds et première mensualité exigées. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Sous réserve de l'approbation du crédit. Des frais de **0,08\$ du kilomètre après 60 000 kilomètres** et d'autres conditions s'appliquent. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails. ^A La plus haute cote de sécurité pour le conducteur et le passager avant en cas de collisions frontales et latérales décernée par le gouvernement américain (National Highway Traffic Safety Administration) lors de tests effectués sur des véhicules dont la différence de poids n'excède pas 227 kg (500 lb). La cote pour les collisions latérales s'applique à un véhicule équipé de sacs gonflables latéraux offerts en option.

Où convient-il de placer l'enfant?

Québec pousse le milieu familial ; les parents préfèrent la garderie



Marie-Claude Malboeuf

Après avoir déniché de peine et de misère une dame à qui confier son petit dernier chaque matin, Hélène Bélanger l'a ramené à la hâte, prête à défoncer les portes de la garderie du coin.

« La femme aimait beaucoup les enfants, mais ils passaient leur temps devant la télé. Et je trouvais qu'Adrien ne parlait pas », se souvient-elle. « Maintenant, à la garderie, il est comme dans une petite école. Et il faut le voir aller aujourd'hui : il n'arrête pas ! Un vrai petit avocat ! »

« Quand tu mets des enfants de cinq ans avec des petits d'un an, c'est sûr qu'ils se feront écraser, que les grands prendront toute la place », conclut-elle.

Comme beaucoup de parents des environs de Montréal, la comptable de Boucherville ne comprend pas pourquoi le ministère de la Famille et de l'Enfance tient mordicus à développer le gros des places à 5 \$ en milieu familial alors que c'est devant les portes des garderies que la plupart des familles se pressent, séduites par les camions dans le sable, les spectacles de marionnettes et les murs aux mille couleurs.

D'ici 2002, les centres de la petite enfance ont le mandat de caser quelque 30 000 enfants chez des femmes prêtes à suivre un cours de 45 heures (psychologie, premiers soins) et à se conformer aux normes. Dans l'intervalle, ils ouvriront un maximum de 15 000 nouvelles places entre leurs propres murs. (Voir tableau pour les prévisions à Montréal.)

Sûre de son coup, la ministre Nicole Léger brandit son enquête de l'an dernier, montrant que les familles préfèrent confier leurs tout-petits à une personne qui n'en aura pas plus de six sur les bras (neuf si elle a de l'aide), loin des rhumes et des groupes grouillants. « Les gens doivent avoir le choix », conclut-elle.

Le hic, c'est que les choses sont un peu différentes à Montréal. « En ville, on a moins confiance. On ne connaît pas nos voisins comme en région. On ne les croise pas au terrain de jeu et à l'épicerie », analyse Mario Régis, du Regroupement des centres à la petite enfance de l'île de Montréal.

Sans compter que, même si les parents trouvent les responsables de garde bien vaillantes — et même s'ils savent qu'ils ne feraient pas mieux avec leur lavage et leur repassage à faire —, ils ne voient pas comment elles sauront amuser leurs plus vieux.

« Quand tu es toute seule avec deux enfants et qu'il y a deux bébés en plus, tu ne peux pas sortir dehors s'il fait moins cinq. Et si t'es dans un 2^e étage, t'as pas de cour », prévient le directeur du Jardin Charmant, Louis Paquette, incapable de caser une soixantaine d'enfants dans les environs de sa garderie d'Hochelaga-Maisonneuve.

À Westmount, même scepticisme. « Ici, on se demande d'où leur vient une idée pareille. Combien de familles veulent que leur enfant de trois ou quatre ans, prêt à socialiser, soit mis devant la télé parce que la femme est trop occupée avec les poupons ? C'est complètement fou ! » lance Maby Armstrong, de la garderie Narnia.

Chose certaine, il faut bien choisir, prévient Chloé Girard, qui a mis 11 mois à trouver la perle rare pour son fils de deux ans. « La première fille n'avait pas l'air d'avoir très envie d'être avec des enfants. C'était très propre mais il n'y avait pas de jeux et la télé était allumée en permanence, raconte-t-elle. Et à chaque fois que j'amenais Orso, la petite de deux ans était déjà à côté de la porte en train de pleurer et d'appeler sa mère. Je n'ai jamais revu ça ailleurs. »

Histoire de gros sous

Pourquoi favoriser un type de garde moins populaire ? Tous les éducateurs, sans exception, répondent que le gouvernement est dépassé par la demande des parents et veut sauver des sous.

« La dame chez elle, elle achète ses jouets elle-même et n'a rien à construire. À part un extincteur, ça ne lui prend pas grand-chose. Nous, ça nous en prend un par pied carré ! » explique Louis Paquette. « On a des portes spéciales, des escaliers spéciaux. Sans parler de la

Les places à 5\$ ouvertes dans les centres de la petite enfance (réseau public)				
	En 1998-99		D'ici 2001-2002	
	Garderie	Milieu familial	Garderie	Milieu familial
Montréal	13 531	2950	+ 4494	+ 7749
Montréal	5041	5364	+ 3293	+ 7467
Laval	1699	1260	+ 848	+ 2213
Lanaudière	1256	1761	+ 777	+ 2294
Laurentides	1738	1659	+ 1125	+ 2916
Québec	4251	3933	+ 981	+ 2591
Autres régions	11 402	15 889	+ 13 354	+ 9430
Total	38 918	32 816	+ 15 840	+ 34 660

Source: Ministère de la Famille et de l'Enfance

Infographie La Presse

cour avec ses jeux à 2000 \$... »

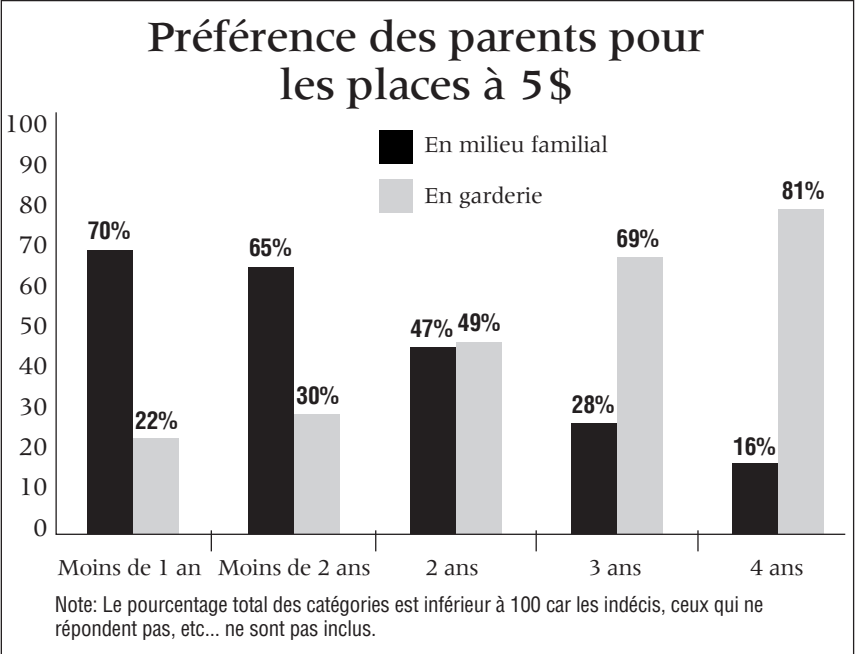
Les statistiques le confirment : Québec doit déboursier 27 \$ par jour pour chaque enfant en garderie, contre 19 \$ pour chaque enfant confié à une famille.

Mais quoi qu'il en soit, le recrutement de gardiennes va mal.

« À Montréal, les projets ne lèvent pas. Certains réussissent, mais c'est très dur dans les quartiers défavorisés ou il n'y a pas de grands logements », constate Mario Régis.

« C'est plate à dire, mais dans un endroit comme Hochelaga-Maisonneuve, où plein de gens se cherchent une job, ma crainte, c'est que les *madames* s'improvisent gardiennes d'enfants », confirme Louis Paquette. « C'est délicat de choisir les gens, parce qu'une fois qu'ils entrent dans le système, c'est dur de s'en départir à moins d'un événement grave », poursuit-il, prêt à se rabattre sur ses voisins de Rosemont.

Coïncé au centre-ville, près de la Place des Arts, André Sénéchal a aussi été contraint de ratisser tout Montréal pour faire fondre de 25 noms la liste du Petit Réseau, la garderie d'Hydro-Québec. « Il a fallu afficher quatre fois les postes. »



Source: Enquête sur les besoins des familles en matière de service de garde

Infographie La Presse



PHOTO ARMAND TROTTIER, La Presse

La garderie institutionnelle est préférée à la garde en milieu familial, au fur et à mesure que grandit l'enfant.

LE REPOS DU GUERRIER.



L'aérogare dès l'aube. La journée, un défilé de réunions. Et le vol du retour,

au soleil couchant... Le rythme des affaires est comme ça, sans merci. Voilà

pourquoi nous croyons que le meilleur service que nous puissions vous

rendre, parfois, c'est un moment de détente. Air Nova.

Au service des grands voyageurs d'affaires.



airNova
airAlliance

CONTACTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES OU AIR NOVA/AIR CANADA AU (800) 247-2622
OU RÉSERVEZ PAR INTERNET À L'ADRESSE WWW.AIRNOVA.CA

Nouvel incident sur un MD-80 d'Alaska Airlines

Agence France-Presse
LOS ANGELES

Un avion MD-80 de la compagnie Alaska Airlines est revenu à son point de départ dans le Nevada peu après son décollage, en raison d'un problème de stabilisateur, rapportait hier le journal *Reno Gazette-Journal*.

La compagnie Alaska Airlines était injoignable pour confirmer cette information.

Selon le quotidien, l'avion avait quitté samedi soir l'aéroport de Reno/Tahoe pour Seattle avec 140

passagers. Quelques minutes plus tard, le pilote a décidé de faire demi-tour parce que les moteurs qui contrôlent le stabilisateur de l'appareil ne fonctionnaient pas bien.

Il y a une semaine, un avion de même série et de la même compagnie, s'était abîmé dans le Pacifique, tuant les 88 personnes à bord. Peu avant, le pilote avait signalé le blocage du stabilisateur de l'appareil. Mercredi, un MD-80 de la compagnie American Airlines avait effectué un atterrissage d'urgence en Arizona, également après un problème de stabilisateur.

Le MD-80 est un avion construit par McDonnell Douglas, une société rachetée en 1997 par Boeing.

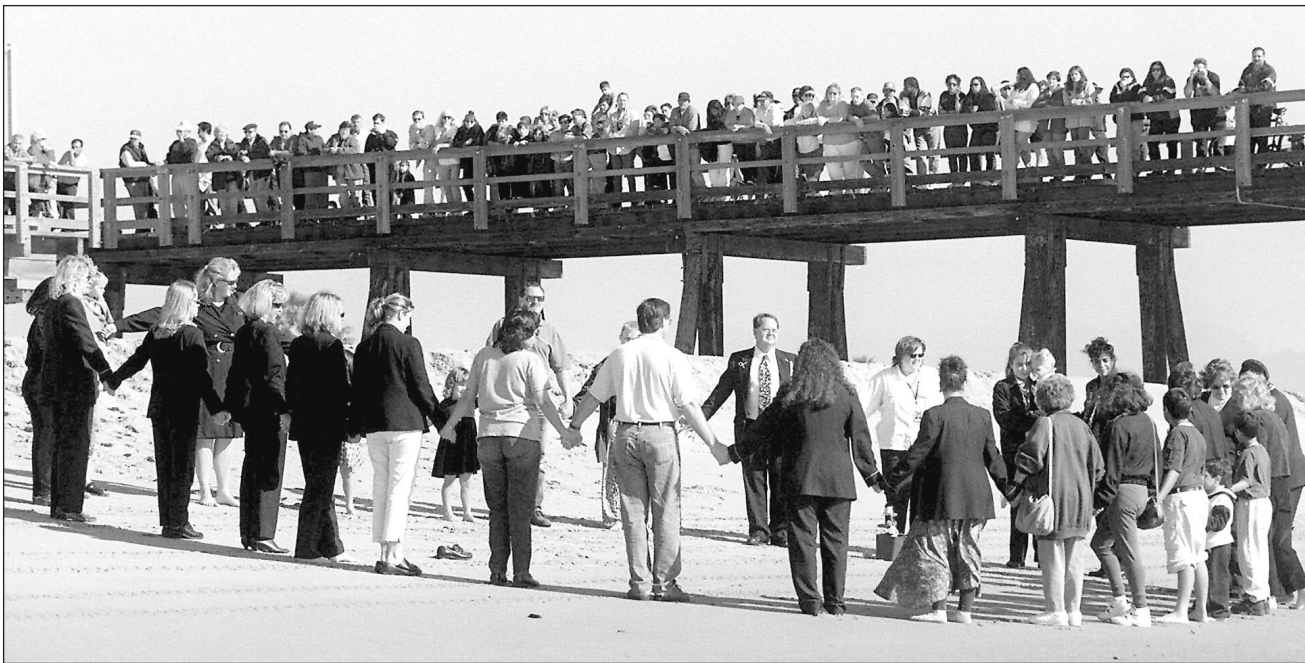


PHOTO AP

Des employés d'Alaska Airlines ont participé samedi à une réunion de prière sur les rives du Pacifique, en Californie, à la mémoire des victimes de la tragédie aérienne de la semaine dernière.

Bris du stabilisateur : un cauchemar pour les pilotes

SIMON DROUIN

Si, comme les enregistrements de vol l'indiquent, le pilote de l'avion d'Alaska Airlines a été victime d'un bris du stabilisateur, il n'est pas étonnant que son engin ait tourné et tangué avant de s'abîmer au large de la Californie, lundi dernier.

Présent sur tous les types d'appareil, le stabilisateur est formé de deux petites ailes qui sont situées à la queue de l'avion. Cette pièce essentielle permet à l'avion de monter, de descendre et de maintenir une altitude fixe, explique Sylvain Michaud, directeur des opérations pour Aérotaxi, une école de pilotage basée à Saint-Hubert.

Le pilote contrôle le stabilisateur à l'aide

du manche, mais, en général, il s'en remet au système de pilotage automatique. En tirant sur le manche, l'avion monte et en le poussant, il descend. En cas de bris, le pilote ne peut plus diriger adéquatement son appareil. « C'est une situation plus critique que si les ailerons brisaient », soutient M. Michaud.

« Si le stabilisateur ne fonctionne plus, le pilote perd le contrôle et l'avion fait ce que bon lui semble », dit Jean Rousselet, responsable de la concentration en aéronautique du programme de génie mécanique de l'École polytechnique. « C'est un peu comme si le volant de votre auto ne fonctionnait plus », illustre-t-il.

Le stabilisateur est relié à la cabine de pilotage par un système d'amplification sem-

blable à celui d'une direction assistée sur une automobile. M. Rousselet croit qu'un bris mécanique ou électrique dans ce système d'amplification aurait pu provoquer l'écrasement du MD-83 d'Alaska Airlines. « D'après ce qu'on a dit, il semble que le stabilisateur ne répondait plus aux commandes du pilote », note-t-il.

Particularités du MD-83, le stabilisateur est placé tout en haut de la dérive (la queue relevée de l'avion) et il vient en un seul morceau autonome. « Le stabilisateur du MD-83, contrairement à celui d'autres appareils, est complètement mobile », souligne Jean Rousselet. Pour cette raison, explique-t-il, on devrait parler d'une « gouverne de profondeur » plutôt que d'un « stabilisateur ».

C'est par un pivot du stabilisateur que l'avion peut amorcer une descente ou effectuer une montée, le changement d'angle par rapport au vent le faisant bouger. « Ça peut varier de plusieurs degrés, surtout au décollage », dit M. Rousselet.

Un écrasement d'avion dû à un bris de stabilisateur est très rare, selon les deux spécialistes interrogés par *La Presse*. « Il y a eu quelque chose d'un peu semblable en 1963, quand un DC-8 s'était écrasé à Sainte-Thérèse », se rappelle M. Rousselet.

Cette tragédie avait fait 118 morts et une commission d'enquête n'avait pu déterminer avec précision la cause de l'écrasement. Deux ans plus tard, la compagnie Douglas Aircraft avait quand même décidé de faire modifier le stabilisateur de tous ses appareils DC-8.

profitez des prix de l'année

Prix de la « Meilleure voiture économique de l'année »[†]

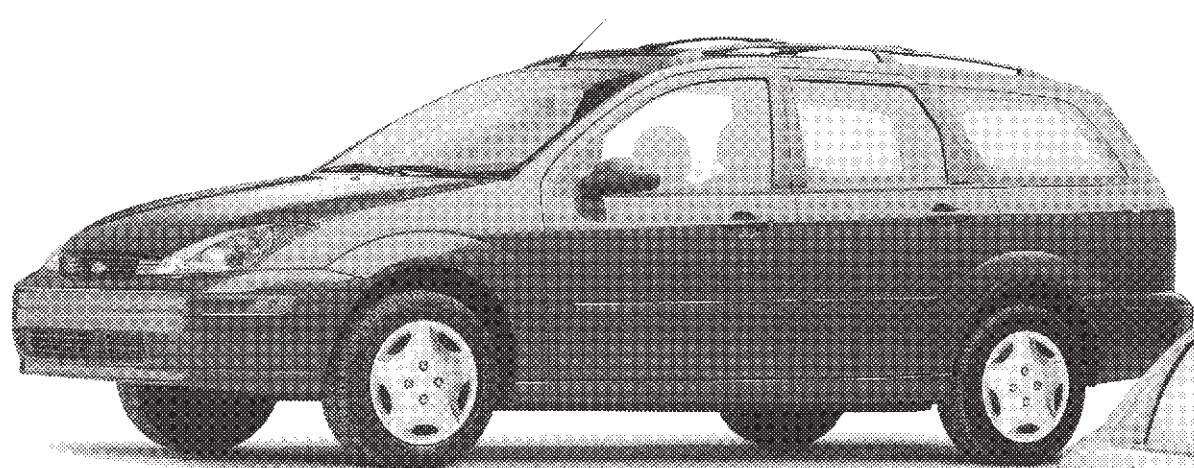
AJAC (Association des Journalistes Automobile du Canada)

Prix de la « Meilleure voiture nord-américaine de l'année »

North American International Auto Show, Detroit

Choix des chroniqueurs « Voitures économiques »^{††}

Le Monde de l'Auto

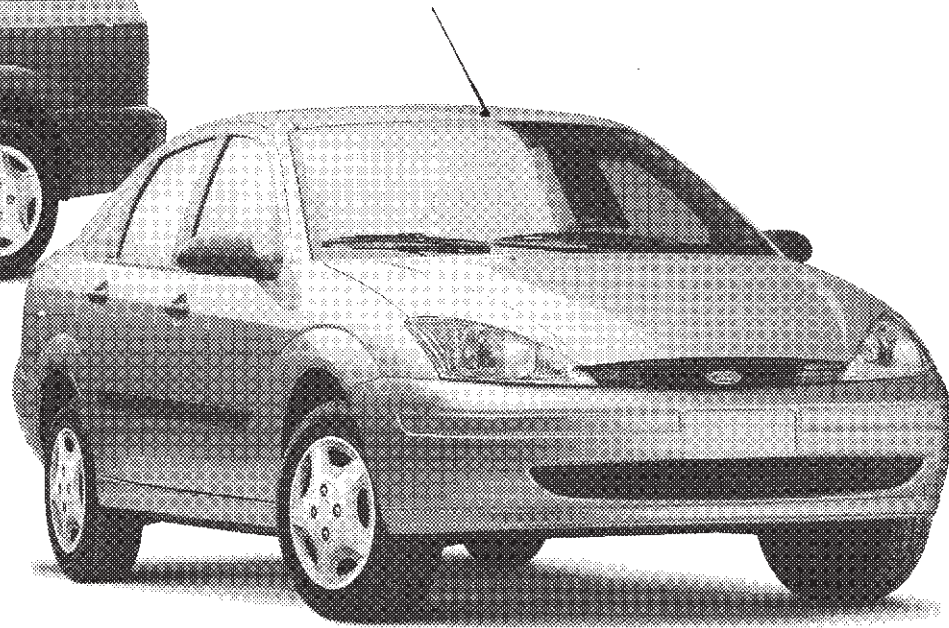


focus SE 2000 familiale

17 695\$^{*} ou 259\$^{**}/mois

- Moteur de 2 L, 4 cyl.
- Transmission manuelle 5 vitesses
- Climatiseur
- Antidémarrage SecuriLock^{MC}
- Entrée sans clé à télécommande
- Verrouillage des portes électrique
- Radio AM/FM stéréo
- Essuie-glace arrière intermittent
- Porte-bagages
- Cache-bagages

Location 36 mois
Avec mise de fonds de 1995\$
Transport inclus



focus LX 2000 berline

14 995\$^{*} ou 209\$^{**}/mois

- Moteur de 2 L, 4 cyl.
- Transmission manuelle 5 vitesses
- Antidémarrage SecuriLock^{MC}
- 5 passagers
- Siège du conducteur à hauteur réglable
- Banquette arrière divisée 60/40
- Commande intérieure d'ouverture du coffre
- Rétroviseurs à réglage manuel
- Radio AM/FM stéréo

Location 36 mois
Avec mise de fonds de 1995\$
Transport inclus

exigez recevez

CHOISISSEZ LE PAIEMENT SUR 36 MOIS
QUI VOUS CONVIENT LE MIEUX

Mise de fonds ou échange équivalent	focus LX berline	focus SE familiale
1995\$	209\$/mois	259\$/mois
995\$	239\$/mois	289\$/mois
0\$	269\$/mois	319\$/mois



Essayez la Focus chez le concessionnaire Ford de votre région et, jusqu'au 15 mars 2000, vous recevrez un CD qui pourrait vous permettre de gagner instantanément des prix.Δ

Courez la chance d'être sélectionné pour participer au quiz musical de MusiquePlus au cours duquel sera attribuée une Focus ZX3 2000. Venez nous voir et remplissez un bulletin de participation et déposez-le dans la boîte prévue à cet effet. Dépêchez-vous, vous avez jusqu'au 20 février 2000 pour participer.ΔΔ



VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC

www.fordquebec.com



[†]Prix décerné à la Focus LX. ^{††}Prix décerné à toutes les Focus berlines. ^{*}Achat : Transport (700 \$) et taxes applicables en sus. ^{**}Location : Transport inclus. Aucun dépôt de sécurité requis. Mise de fonds et première mensualité exigées. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Sous réserve de l'approbation du crédit. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 60 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails. Δ Les participants doivent avoir 16 ans et plus. Le règlement du concours incluant le détail sur les prix offerts est disponible chez les concessionnaires. CD en quantités limitées. ΔΔ Les participants doivent avoir 18 ans et plus. Le règlement du concours est disponible chez MusiquePlus et chez les concessionnaires.

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



LIBAN État d'alerte

■ L'armée libanaise a été mise en état d'alerte pour parer à toute représaille d'Israël après l'attaque du Hezbollah libanais qui a fait un mort et sept blessés parmi les soldats israéliens au Liban sud. L'escalade militaire au Liban sud, où Israël occupe une bande de 850 km², a commencé après la suspension sine die des négociations syro-israéliennes, reprises le 15 décembre sous le parrainage américain aux États-Unis, après presque quatre ans d'interruption.

d'après AFP

ULSTER Rare attentat

■ Un attentat à la bombe commis hier soir en Irlande du Nord, le premier depuis la tragédie d'Omagh, est venu alourdir un climat politique déjà tendu par la crise qui se profile dans la province à la suite du refus de l'IRA d'entamer son désarmement. L'engin explosif, placé sous un réservoir de fuel d'un hôtel de la ville d'Irvinestown, dans l'ouest de l'Ulster britannique, n'a pas fait de blessés mais causé des dégâts matériels assez importants. Aucune revendication crédible aux yeux des autorités n'a été faite à la suite de cet attentat.

d'après AFP

AUTRICHE Union européenne

■ Le nouveau chancelier conservateur autrichien, Wolfgang Schüssel, a revendiqué la responsabilité de la conduite de la politique européenne de l'Autriche, affirmant qu'il « ne tolérerait pas un veto » à l'encontre de l'Union européenne de son allié d'extrême droite, Joerg Haider. Dans une interview à la première chaîne de la télévision publique allemande ARD, M. Schüssel a tenu à souligner que la conduite de la politique étrangère et donc européenne relevait de lui-même et du chef de la diplomatie, également membre du parti conservateur OeVP.

d'après AFP

ÉGYPTE Les déplacés

■ L'Égypte, Israël, la Jordanie et les Palestiniens se sont donné trois mois pour parvenir à un accord sur les déplacés palestiniens, lors d'une réunion ministérielle quadripartite au Caire. Les déplacés, dont le nombre n'est pas établi, sont les Palestiniens qui ont quitté leurs foyers pendant la guerre de 1967. L'ONU en décomptait alors 350 000 et Israël de 150 000 à 200 000. De son côté, l'Autorité palestinienne estime leur nombre actuel, y compris leurs descendants, à près d'un million et demi.

d'après AFP

KOSOVO Victimes de l'OTAN

■ Les bombardements de l'OTAN en ex-Yougoslavie ont provoqué au printemps dernier la mort d'environ 500 civils lors de « 90 incidents différents », selon une enquête de l'organisation humanitaire Human Rights Watch publiée aujourd'hui. « Cette estimation est largement supérieure au nombre d'incidents avancé par le Département américain de la Défense et par les gouvernements des pays membres de l'OTAN.

d'après AFP

ÉTATS-UNIS Réseau d'écoutes

■ Des documents secrets confirment pour la première fois l'existence d'un vaste système mondial de surveillance et d'interception des télécommunications civiles et militaires, opéré par les Américains et baptisé du nom de code « P-415 Echelon ». « Echelon », mis en oeuvre par l'Agence pour la sécurité nationale (NSA), permet d'intercepter les transmissions militaires et civiles par satellites et câbles sous-marins des appels téléphoniques, des télécopies ou encore du courrier électronique (internet). Echelon aurait commencé à fonctionner au cours des années 80.

d'après AFP



PHOTO AP

Grozny « libérée », vue hier par un photographe de l'Associated Press.

Le drapeau russe flotte sur Grozny « libérée »

d'après AFP
GROZNY

Le drapeau russe a été hissé hier à Grozny où « l'opération de libération est terminée », a annoncé le président russe par intérim Vladimir Poutine, alors que des combattants tchétchènes ayant fui la capitale étaient encerclés dans plusieurs villages au sud-ouest de Grozny.

« La dernière poche de résistance à Grozny, le district Zavodskoï, a été libérée. Sur l'un des bâtiments administratifs, le drapeau russe a été hissé, de sorte qu'on peut dire que l'opération de libération de Grozny est terminée », s'est félicité M. Poutine à la télévision.

Les premières bombes se sont abattues sur Grozny le 23 septembre dernier, tandis que l'assaut final contre la capitale assiégée a été donné le 25 décembre.

Depuis mardi, les combattants tchétchènes ont abandonné la capitale aux forces fédérales, ne laissant derrière eux qu'environ 200 hommes et un terrain miné qui a obligé les Russes à prendre beaucoup de précautions lors du « nettoyage » de la ville, et qui a retardé l'annonce officielle de la prise de Grozny.

De leur côté, les Tchéchènes ont affirmé avoir mené à bien leur opération à Grozny, assurant n'avoir subi que des pertes minimes.

Hier, les autorités tchétchènes ont indiqué que leurs derniers détachements étaient en train de quitter la capitale, malgré les multiples cordons fédéraux.

Afin de rejoindre leurs compagnons d'armes regroupés dans le sud montagneux de la Tchétchénie, les combattants de Grozny ont établi, dans l'ouest de la capitale, un couloir de repli passant par Alkhan-Kala, Zakan-Iourt, Chaami-Iourt, Atchkhoi-Martan et Katyr-Iourt, des localités situées à 20-30 km de la capitale tchétchène.

Cette zone, complètement encerclée par les troupes fédérales qui ont bloqué toutes les routes menant à ces villages, a été la cible, hier, d'intenses pilonnages de l'aviation et de l'artillerie russes.

Mais selon les militaires russes, le commandement fédéral refuse de bombarder directe-

ment les villages.

Grozny constituait un objectif tant stratégique que symbolique pour les forces fédérales comme pour les combattants tchétchènes qui avaient reçu l'ordre de leur président, Aslan Maskhadov, de tenir jusqu'au 23 février, date commémorant la déportation des Tchéchènes par Staline en 1944.

Depuis jeudi, les militaires russes clamaient leur victoire dans la capitale tchétchène, que le ministre de la Défense, Igor Sergueïev, a attribuée à une opération « brillante » qui a coûté la vie selon lui à 1500 combattants rebelles.

Le maréchal Sergueïev avait expliqué que les rebelles étaient tombés dans un piège consistant à les canaliser dans un couloir paraissant sortir de la ville, mais qui les menait en réalité droit sur un champ de mines où les attendaient en outre des tirs de mitrailleuses et d'artillerie, a-t-il ajouté.

De nombreux chefs de guerre tchétchènes ont ainsi été tués tandis que l'ennemi numéro un de Moscou, Chamil Bassaïev, a lui-même sauté sur une mine qui lui a arraché une jambe sans le tuer.

Le ministre russe des Affaires étrangères Igor Ivanov avait estimé jeudi que la situation à Grozny marquait « un changement qui ouvre la perspective d'une issue prochaine » de la guerre.

Ces derniers jours à Grozny, l'ambiance était à la fête parmi les soldats russes qui avançaient dans des rues désertes en procédant malgré tout à des tirs d'artillerie.

« C'est le premier jour où l'on peut se tenir debout sans avoir peur d'être frappé par une balle », avait commenté samedi le correspondant de la chaîne publique ORT qui se trouvait près du centre-ville.

Présidente de Finlande

La sociale-démocrate Tarja Halonen, 56 ans, a été élue hier présidente de la Finlande. En battant son concurrent centriste Esko Aho, elle devient la première femme chef de l'État de ce pays nordique. M^{me} Halonen, actuelle ministre des Affaires étrangères, a obtenu 51,8 % des voix et M. Aho 48,2 %. Elle prendra ses fonctions le 1^{er} mars.



PHOTO AFP

La police occupe l'Université de Mexico pour mettre fin à une grève de près de 10 mois

d'après AFP
MEXICO

Quelque 2500 policiers, sur ordre du président Ernesto Zedillo, ont occupé hier l'Université de Mexico — la plus grande d'Amérique latine — et délogé sans violence les étudiants en grève depuis près de 10 mois tout en arrêtant les leaders du mouvement.

« J'ai constaté avec beaucoup de tristesse que les efforts pour trouver une solution entre les universitaires étaient arrivés à leur limite et qu'il était devenu indispensable d'appliquer la loi », a dit le président Zedillo.

Vers 6 h 00, quelque 2500 policiers de la Police fédérale préventive (PFP), récemment créée, ont pénétré sur le campus situé dans le sud de la capitale, arrêtant les deux leaders étudiants Alejandro Echevarria et Mario Benitez et procédant à plus de 600 arrestations.

La grève à l'Université de Mexico, qui compte quelque 270 000 étudiants, avait éclaté le 20 avril après que l'administration eut décidé de faire passer les droits d'inscription d'une somme infime à environ 120 dollars par an.

Les leaders étudiants arrêtés ont affirmé qu'ils allaient continuer leur mouvement. « Nous sommes des prisonniers politiques et nous allons continuer la lutte sans faillir », a ainsi déclaré Alejandro Echevarria, 29 ans.

« J'ai donné des instructions pour qu'aucun policier ne porte une arme à feu », et « aucun acte de violence n'a été à déplorer », a souligné le président Zedillo tandis que le chef de la Police Fédérale Préventive, Wilfredo Robledo, a indiqué que l'intervention avait été réalisée « sans aucune bavure ».

Le recteur de l'Université, Juan Ramon de la Fuente, ex-ministre de la Santé, nommé en novembre

dernier pour trouver une issue au conflit, a de son côté prôné l'apaisement demandant la libération des universitaires détenus sans avoir commis de délit.

L'opération de police apparaît comme une réussite pour le gouvernement du président Zedillo, un succès dont pourrait bénéficier le candidat du pouvoir à l'élection présidentielle de juillet prochain, l'ex-ministre de l'Intérieur, Francisco Labastida, qui d'ores et déjà fait figure de grand favori.

Le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI, au pouvoir depuis plus de 70 ans) s'est d'ailleurs félicité de l'action de la police tandis que l'opposition l'a vivement critiqué.

Les autorités ont longtemps hésité à intervenir de peur de provoquer un scandale politique avant l'élection présidentielle de juillet prochain ou de remettre en mémoire le massacre en octobre 1968

de plus de 300 étudiants qui à l'époque réclamaient un changement démocratique du pays.

Toutefois, a expliqué le président Zedillo, la décision de recourir à la force l'a emporté après qu'un affrontement violent mardi dernier entre policiers et étudiants en grève eut fait une trentaine de blessés et plus de 200 arrestations.

Le soutien à la grève s'était de toute manière considérablement affaibli après que l'administration de l'université eut organisé un plébiscite auprès de la communauté universitaire dégageant une large majorité — près de 90 % — en faveur d'une reprise des cours.

La poursuite d'une grève — très impopulaire dans l'opinion publique — a semblé d'autant plus inexplicable que le recteur de l'Université avait accepté la plupart de leurs revendications et renoncé en particulier à augmenter les droits d'inscription.

Hillary confirmée candidate

Elle part perdante contre le maire de New York

MICHEL MOUTOT
Agence France-Presse, PURCHASE

Hillary Clinton a officiellement annoncé hier sa candidature au poste de sénateur de l'État de New York et lancé, lors d'une opération à grand spectacle, la campagne électorale qui l'opposera jusqu'en novembre au maire de New York, Rudolph Giuliani.

« Je suis honorée aujourd'hui d'annoncer ma candidature au Sénat des États-Unis » pour l'État de New York, a déclaré Hillary Rodham Clinton sous les applaudissements d'un auditoire démocrate ou proche du Parti démocrate, donc tout acquis à sa cause, à Purchase, 60km au nord de New York, en présence de son mari Bill et de sa fille Chelsea.

Même si aucun doute ne planait plus sur ses intentions depuis fin décembre, la Première dame des États-Unis avait choisi de soigneusement mettre en scène cette annonce formelle.

Dans le gymnase d'une université, environ 500 personnalités avaient été conviées, avec plusieurs centaines d'étudiants pour assurer la claque.

Son entrée en scène avait été précédée de la première diffusion d'un film hagiographique de 18 minutes, réalisé par une productrice de télévision connue d'Hollywood, retraçant les étapes de la carrière d'une enfant éveillée, brillante étudiante, d'une avocate douée puis d'une épouse de gouverneur et de président consacrée au soutien à l'enfance et à la condition féminine.

Une brochure de huit pages intitulée « Hillary, l'histoire vraie » (imprimée à 400 000 exemplaires) a également été présentée.

« La politique est l'art de rendre possible ce qui semblait impossible », a lancé la candidate démocrate. « Donc nous pouvons protéger nos enfants, améliorer nos écoles, fournir une couverture sociale à tous les citoyens et apporter de bons emplois à chacun dans l'État de New York ».

Pendant une demi-heure, elle a avancé les grandes lignes de son programme, en s'abstenant de toute attaque directe contre son adversaire républicain (non encore déclaré), Rudolph Giuliani, et terminant toutes ses phrases par: « C'est pour cela que je veux devenir votre sénateur. »

À partir d'aujourd'hui, celle qui ne sera plus qu'une Première Dame par intermittence entamera une longue tournée dans l'État, qu'elle entend labourer systématiquement jusqu'au scrutin du 7 novembre.

C'est la première fois qu'une épouse de président se lance dans une carrière politique autonome, pour briguer un poste de sénateur (il y en a deux par État), considérés comme les plus prestigieux aux États-Unis. Eleonore Roosevelt, qui l'avait envisagé, n'avait pas sauté le pas.

Ces mois de campagne seront sans doute nécessaires si Hillary Clinton veut avoir une chance de renverser la tendance des sondages qui la donnent pour l'instant perdante.

Alors qu'elle devançait largement l'ancien procureur il y a un an, lorsque la candidature d'une Première Dame dans l'État faisait figure d'éventualité exotique, les enquêtes d'opinion se sont inversées cet été, à mesure que s'est affirmée son intention de se présenter, pour la première fois de sa vie, devant les électeurs.

Selon un sondage publié hier de l'institut Quinipiac College, M. Giuliani devance légèrement M^{me} Clinton avec 45 % des intentions de vote contre 42 %. Cette enquête a été réalisée du 2 au 5 février.

Accident ferroviaire en Allemagne : 9 morts

CLAIRE GALLEN
Agence France-Presse, BRUEHL, Allemagne

L'Allemagne a connu un accident ferroviaire meurtrier dans la nuit de samedi à hier avec le déraillement du train Amsterdam-Bâle, qui a fait au moins neuf morts et une centaine de blessés dans la gare de Bruehl (ouest), selon un bilan encore provisoire.

Un an et demi après la catastrophe d'Eschede (101 morts et 88 blessés le 3 juin 1998), qui avait fortement choqué l'Allemagne, cet accident risque de relancer la polémique sur la sécurité des chemins de fer.

D'après les premiers éléments de l'enquête rendus publics par le chef de la police de Cologne, Winrich Granitzka, la vitesse pourrait être la cause de l'accident : « Le train, lors du déraillement, roulait à 122 km / h alors que la vitesse maximale autorisée à ce passage n'était que de 40 km / h », a-t-il indiqué.

En attendant l'audition approfondie du conducteur du train, indemne mais en état de choc, l'examen de l'enregistreur de vitesse récupéré dans la motrice a permis de constater la vitesse du convoi au moment du déraillement.

Pour le chef des chemins de fer allemands (Deutsche Bahn), Hartmut Mehdorn, « un excès de vitesse » semble bien devoir être à l'origine du drame.

Il était hier 0 h 12 et six secondes locales, selon M. Granitzka, lorsque le train, transportant 300 passagers environ, a déraillé à l'entrée de la gare de Bruehl (à

15 km de Cologne) alors qu'il empruntait une déviation mise en place pour contourner des travaux sur la voie, en amont de la gare.

La locomotive est tombée sur le bas-côté, entraînant les premiers des neuf wagons qui sont venus percuter une maison en bordure de la voie. Par chance, les habitants du pavillon, un couple de retraités, s'en sont sortis sans une égratignure.

En plus des neuf morts, l'accident a fait entre 20 et 50 blessés graves, selon les estimations d'un responsable du ministère régional de l'Intérieur de Rhénanie du nord-Westphalie, Wolfgang Riotte. Au total 105 personnes ont été blessées, a-t-il précisé.

Les secouristes n'excluaient cependant pas hier après-midi que d'autres victimes se trouvent encore coincées dans les décombres du train.

Un bilan définitif ne pourra être dressé qu'une fois les wagons ôtés de la voie. Selon la police, 22 passagers manquaient encore à l'appel — 16 Allemands, 4 Américains et 2 Néerlandais — mais M. Granitzka a estimé que la plupart d'entre eux, étant indemnes, avaient sans doute quitté d'eux-mêmes les lieux.

L'express de nuit D-203, qui part d'Amsterdam (Pays-Bas) tous les soirs à 20 h 05 pour arriver à 6 h 40 à Bâle (Suisse), est très prisé en hiver par un grand nombre de Britanniques et de Néerlandais partant skier. Ce dimanche, il transportait en outre un certain nombre de Japonais en plus de voyageurs allemands, selon M. Riotte. D'après le chef de la police, des passagers d'une quinzaine de pays différents se trouvaient à bord.

Un impressionnant dispositif de secours a été mis en place à la gare de Bruehl, avec la mobilisation de



PHOTO REUTERS

La locomotive s'est couchée et le mouvement a entraîné les premières des neuf voitures du convoi à faire de même, dans cet accident ferroviaire survenu non loin de Cologne en Allemagne. Le train amenait de nombreux voyageurs étrangers d'Amsterdam à Bâle.

30 ambulances, 4 hélicoptères et environ 300 secouristes.

Les blessés ont été évacués vers l'hôpital le plus proche et certains d'entre eux installés dans un abri de fortune, dans l'Institut de formation continue de la police de Bruehl. Une partie des voyageurs a également été transportée dans des tentes dressées près du lieu du drame.

Le chancelier Gerhard Schroeder, exprimant sa solidarité avec

les victimes et leurs familles, a déclaré : « Les mots me manquent devant une telle catastrophe. Quant on a vu le drame d'Eschede, on peut imaginer les souffrances » des victimes et de leurs proches.

Après la catastrophe d'Eschede, lorsqu'un train à grande vitesse ICE avait percuté un pilier de pont à 200 km / heure, une vive polémique avait éclaté sur la sécurité des trains allemands, les défauts trouvés sur une roue de l'ICE laissant craindre des négligences.

L'Égypte licencie un pilote déserteur

Agence France-Presse
LE CAIRE

Les responsables d'EgyptAir ont annoncé hier avoir entamé des procédures judiciaires pour licencier le pilote qui a demandé l'asile politique en Grande-Bretagne le 4 février, abandonnant son avion à l'aéroport de Londres-Heathrow.

Hamdi Hanafi Taha, 49 ans, le « pilote déserteur », sera licencié, a déclaré un responsable du service juridique de la compagnie aérienne. « Nous ne comprenons pas ce qui a pu le pousser à demander l'asile politique en Grande-Bretagne », a ajouté ce responsable qui parlait sous le couvert de l'anonymat.

M. Taha, commandant de bord du vol 779 d'EgyptAir qui a effectué le 4 février la liaison Le Caire-Londres, a affirmé détenir des informations sur la catastrophe du Boeing 767 d'EgyptAir, qui s'est abîmé le 31 octobre dans l'Atlantique.

Le président d'EgyptAir, Mohamed Fahim Rayyan, a assuré que le pilote « n'a pas la moindre information sur l'accident », tandis que le vice-directeur des opérations d'EgyptAir, Hassan Moucharrafa, a accusé M. Taha de tenter de « tirer profit » de la catastrophe, sans préciser ses propos.

La catastrophe aérienne du Boeing 767 d'EgyptAir, le 31 octobre, est restée jusqu'à présent officiellement inexplicable.

Le 23 janvier, le président du Bureau national américain de la sécurité des transports (NTSB), Jim Hall, a indiqué que les enquêteurs n'avaient toujours pas tiré de conclusions et qu'« aucune hypothèse n'avait été acceptée ».

La publication britannique spécialisée dans les questions de défense, Jane's, avait affirmé le 21 janvier que les enquêteurs semblaient pencher pour la thèse « d'un acte délibéré », suicide du pilote ou attentat terroriste.

La thèse du suicide du copilote Gamal al-Battouti, avancée à plusieurs reprises par les médias aux États-Unis, a toujours été catégoriquement démentie par les autorités égyptiennes.

Le Boeing d'EgyptAir, qui effectuait la liaison New York-Le Caire, s'était abîmé environ une demi-heure après son décollage de New York.

Fin heureuse d'un voyage à pied et à skis au pôle Sud

D'après AFP
PARIS

La Française Laurence de la Ferrière a atteint hier la base française Dumont d'Urville, fin d'une expédition en solitaire à pieds et à skis de 73 jours et 3000 km du pôle Sud à la Terre Adélie (Antarctique-Est), a indiqué hier son service de presse.

Partie le 23 novembre du pôle Sud, Laurence de la Ferrière, 42 ans, est arrivée à son but hier. Elle a achevé de parcourir en quatre jours une ultime étape de 275 km battus par des vents atteignant 170 km / h avec une faible visibilité et de nombreuses crevasses.

« Je suis cassée, j'ai les genoux en marmelade après une dernière journée de 90 km. Mais c'est magique : je suis au milieu des manchots, en face il y a l'iceberg, le ciel est orangé, il ne fait pas trop froid », a raconté Laurence de la Ferrière par téléphone à l'AFP.

L'alpiniste française, aidée de trois voiles et avec un traîneau harnaché au niveau des reins, a dans un premier temps relié le pôle Sud (2800 m) au Dôme C (3225 m), région plate de quelque 1800 km, jusque-là jamais foulée.

« Globalement il n'y a pas eu de problèmes à part quelques détails. Ce n'était pas gagné d'avance avec une première partie que je ne connaissais pas. Mais j'ai pu utiliser la voile à 90 % du temps et faire une moyenne de 80 à 100 km par jour. C'est génial, j'avais vraiment l'impression de voler », a-t-elle ajouté.

Le tout début de sa traversée a été ralenti par une neige collante qui l'a obligée à marcher une dizaine de jours par des températures atteignant — 45°C.

« Pour moi c'était une exploration. Il n'était pas question de battre un record sportif de temps ou de distance, mais de parcourir un itinéraire inconnu », a expliqué cette mère de deux petites filles, avant de prendre « un bon dîner et une bonne douche très chaude ».